



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

801
.M81
B6
v.1

B 829,989



M. S. Chahal

(

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

BIOGRAPHIE
MONTPELLIÉRAINE

BIOGRAPHIE MONTPELLIÉRAINE

PROFESSEURS ET AGRÉGÉS

A LA

FACULTÉ DE DROIT

DE MONTPELLIER

(1160-1791)



MONTPELLIER

IMPRIMERIE CENTRALE DU MIDI

Ricateau, Hamelin et C^e

1877

DC
80
M81
E2
V1

mission
n. 11
- 29 - 36
167153

Lorsque l'on étudie avec attention le passé historique de Montpellier, on est surpris par la quantité d'hommes distingués, à des titres divers, que cette ville a fournis, qui ont joué un rôle important dans les événements de notre histoire locale, ou dont le nom se trouve mêlé souvent avec éclat à l'histoire générale du pays. Le nombre n'est pas moins grand de ceux qui, par leur enseignement, leurs écrits ou leurs travaux, ont contribué à établir la prédominance intellectuelle d'une cité que l'ensemble de ses institutions savantes a placée à la tête des villes scientifiques du midi de la France.

Le Droit, la Médecine, la Théologie, les Lettres, et un peu plus tard les Sciences, ont eu dans notre ville des interprètes de grande autorité : dès le moyen âge, Montpellier était un centre intellectuel des plus renommés de l'Europe.

Le siège épiscopal de Maguelone, transféré à Montpellier depuis François I^{er}, était un des plus

anciens de la Gaule méridionale ; il nous offre une succession permanente de prélats aussi remarquables par leur science que par leur vertu.

Les Cours judiciaires ont eu à leur tête et dans leur sein une longue suite de magistrats qui ont laissé parmi nous des noms vénérés, et dont la capacité ne fut pas sans influence sur la bonne administration des affaires de la cité et le maintien des traditions d'intégrité qui distinguèrent toujours notre magistrature municipale.

Il n'était pas possible que, dans un milieu si éclairé et parmi tant d'esprits si cultivés, les arts n'eussent pas acquis un libre développement ; on en aurait trouvé certainement des preuves plus nombreuses, si le désordre des guerres civiles du XVI^e siècle n'avait fait disparaître la plupart des monuments où ils aiment à se manifester.

« La ville protectrice du droit et de la médecine, dit M. Germain (*Hist. de la Commune de Montpellier*, t. III, p. 168), avait aussi son génie artistique individuel : elle pouvait vanter la filiation de ses artistes, comme elle célébrait celle de ses juristes et de ses médecins ; les uns et les autres concouraient à sa glorification, et immortalisaient de concert l'esprit souverainement progressif de ses habitants. Mal-

»heureusement il n'est guère possible, eu égard
»à la rareté des documents, de tracer d'une ma-
»nière satisfaisante le tableau synoptique de
»cette filiation. »

Mais, depuis le XVII^e siècle, assez de noms
d'artistes et assez d'œuvres remarquables ont
survécu pour maintenir, sur ce point, la réputa-
tion de notre ville au niveau des autres genres
de célébrité qu'elle peut revendiquer à si juste
titre.

Le désir de faire revivre ces pieux souvenirs
du passé et de fixer la part de chacun de nos
compatriotes dans ce glorieux héritage, qui
compose l'histoire de notre cité, a seul inspiré
la rédaction des notices de la *Biographie mont-
pellieraine*, et, à défaut d'autre mérite, nous es-
pérons qu'on ne leur contestera ni la vérité, ni
l'impartialité.

Le double enseignement du droit et de la mé-
decine, comme nous le disions, a eu pendant
plusieurs siècles, dans notre ville, des représen-
tants qui ont laissé des noms illustres, et dont
la réputation attirait autour de leur chaire un
nombreux concours d'auditeurs.

» Ces deux écoles publiques, disait un histo-
rien du dernier siècle (Serres, *Histoire de Mont-
pellier*, 1719, p. 29), outre leur antiquité, étaient

» encore d'autant plus célèbres que des professeurs grecs, latins, arabes, écossais, et les plus habiles et les plus savants hommes, d'une condition et d'une naissance distinguée, y avaient » ou étudié ou enseigné publiquement, et que » les écoliers venaient de tous les endroits du » monde les plus éloignés, avec un concours si » grand qu'il semblait qu'ils vinssent comme à un » port et refuge assuré des Muses, si grande était » sa renommée ! »

Cette haute réputation dans l'enseignement de la médecine, des lettres et des sciences, s'est maintenue jusqu'à nos jours. Nous ne pouvons cependant nous empêcher de reconnaître qu'elle est incomplète, et nous applaudissons aux efforts de ceux de nos concitoyens qui cherchent à faire revivre les anciennes traditions de l'Université de Montpellier, en demandant la restauration de la Faculté de droit, supprimée en 1791.

La première école française où le droit romain ait fait l'objet d'un cours spécial est celle de Montpellier, vers 1160. Les dogmes de l'Université de Bologne y furent apportés, en même temps que les textes de Justinien, par un jurisconsulte originaire de Plaisance.

L'Université de Toulouse fut fondée en 1228,

et l'enseignement du droit, suivant les conjectures de Cazeneuve, ne commença qu'en 1251.

L'histoire ne parle, pour la première fois, de l'Ecole de droit d'Orléans qu'en 1236. Le privilège de l'ancienneté est donc bien établi en faveur de Montpellier, et l'éclat de l'enseignement, aussi bien que les services rendus à la science du droit, ne furent pas inférieurs à ceux des autres Facultés du royaume existantes au moment de la Révolution.

Nous croyons opportun de commencer la publication de la *Biographie montpelliéraine* par les notices qui sont relatives aux Professeurs et aux Agrégés à la Faculté de droit qui, pendant plusieurs siècles, ont été l'honneur et la gloire d'un enseignement que nous serions heureux de voir rétablir dans notre ville.

Montpellier, 15 octobre 1876.

PROFESSEURS ET AGRÉGÉS

A LA

FACULTÉ DE DROIT

DE MONTPELLIER

Placentin

Placentin, fondateur de l'enseignement du droit à Montpellier, et de la première école de droit que la France ait possédée, était originaire de Plaisance, en latin *Placentia*, d'où il avait tiré son nom. Il professa d'abord à Mantoue et à Bologne. L'éclat de son enseignement et l'indépendance de son caractère l'obligèrent à quitter cette dernière ville pour se soustraire à la colère de Henri de Bayla, dont il avait réfuté une opinion ou critiqué la vie privée par de mordants

sarcasmes. Après avoir enseigné quelque temps à Montpellier, sous la domination des Guillems, avec le plus grand succès, vers 1160, il retourna dans son pays et revint ensuite mourir dans notre ville, le 12 février 1192. Le jour anniversaire de sa mort devint un jour férié dans notre Université de droit, qui adopta pour patronne la sainte de ce jour, sainte Eulalie. Le nom de la sainte resta au quartier de la ville dans lequel avait commencé l'enseignement de Placentin.

A la suite des troubles religieux du XVI^e siècle, le siège de l'Ecole de droit fut transféré dans l'intérieur de la ville, au collège Sainte-Anne, et plus tard, en 1683, au collège du Vergier, à la Chapelle neuve. Le nouvel édifice eut encore pour mission de continuer parmi nous la gloire de Placentin. On y lisait sur le portail, jusqu'en 1791, époque de la suppression des anciennes universités, cette inscription touchante : *Aula Placentinea*. Le corps de Placentin avait été déposé dans l'ancien cimetière Saint-Barthélemy, auprès de la chapelle de saint Cléophas, dont le culte fut en si grande vénération dans notre ville pendant tout le moyen âge. Ce professeur était tenu en si haute estime, que Guillaume, fils de Mathilde, seigneur de Montpellier, voulut assister à ses funérailles, pour honorer par sa présence, disent nos historiens, « la religieuse mort et la mémoire immortelle d'un si noble génie. »

Voici les quatre vers latins que ses contemporains

avaient fait graver, en forme d'épithaphe, sur son tombeau :

*Petra Placentini corpus tenet hic tumulatum,
Sed Petra quæ Christus est animam tenet in paradiso.
In festo Eulaliæ vir nobis tollitur iste,
Anno millen^o ducenteno minus octo.*

Les traditions locales disent que pas un docteur, durant bien des siècles, ne passa par Montpellier sans aller visiter pieusement son tombeau. Ce pèlerinage scientifique dut cesser par la force des choses, lorsque l'Eglise et le cimetière eurent été détruits par les protestants, en 1562. Le nom de Placentin a été donné à la rue qui longe le Palais de justice. C'est à Montpellier que le célèbre professeur composa ses livres de jurisprudence les plus estimés : la *Somme du Code* et la *Somme des Institutes*. Voici la liste des ouvrages de Placentin, donnée par M. J. Castelnau, dans son *Mémoire sur la vie et les œuvres de ce jurisconsulte* :

De Varietate actionum, composé à Mantoue; *Summa Codicis*, composée et publiée pendant son premier séjour à Montpellier : c'est son œuvre capitale et celle qui a contribué le plus à sa réputation, publiée par Rhodius en 1536 ; *Somme des Institutes* : c'est le second des ouvrages publiés par Placentin pendant son séjour à Montpellier, publié par Rhodius en 1535; *Somme des trois derniers livres du Code*, entreprise pendant son second séjour à Montpellier, continuée par

Pilius, professeur à Bologne, achevée par d'autres auteurs restés inconnus, publiée à la hâte et comme complément de la *Somme* d'Azo ; *Additions au commentaire de Bulgare sur le titre de Regulis juris au Digeste*, un des meilleurs écrits de jurisprudence du XII^e siècle et même de tout le moyen âge, imprimé à Cologne en 1587, à Lucques en 1766. (V. *Mémoires de la Société d'archéologie de Montpellier*, t. I, p. 380).

Azo

Azo professa pendant dix années le droit à Montpellier, après Placentin, vers la fin du XII^e siècle. Il avait été obligé, à la suite des troubles si fréquents à cette époque, de quitter l'Italie. Cette tradition n'est pas acceptée par M. de Savigny. Sa réputation était immense ; on l'appelait « la lumière des jurisconsultes et la source des lois. » Il citait le droit coutumier de la France, dans ses leçons à Montpellier et à Bologne (1191-1229). Telle était la renommée de ce légiste célèbre, que les étudiants, à en croire une légende, auraient quitté Bologne pour affluer dans notre ville, et que l'Italie aurait été obligée de nous le redemander afin de repeupler ses écoles, devenues désertes. Azo fut le maître d'Accurse, la plus grande autorité juridique du moyen âge.

Si Placentin et Azo doivent être considérés comme les fondateurs de l'École de droit de Montpellier, la

plus ancienne de France, le roi saint Louis en fut le premier législateur. Il autorisa, par lettres du mois de juin 1230, l'évêque de Maguelone, à recevoir le serment de tous ceux qui prendraient à Montpellier la licence et le doctorat en droit civil ou en droit canon. A cette époque, on n'enseignait à Paris que le droit canon. Les écoles d'Orléans et de Toulouse n'existaient pas encore.

Séguier (Pierre)

Séguier (Pierre) professa à la Faculté de droit de Montpellier en 1268 ; il avait été nommé professeur par le roi Jacques d'Aragon, seigneur de Montpellier, contrairement au droit de nomination qui appartenait à l'évêque de Maguelone, ainsi que le décida le pape Clément IV. Séguier fut obligé de suspendre ses leçons à la suite d'une sentence d'excommunication lancée par l'évêque, dont les droits avaient été méconnus.

Durand (Guillaume)

Durand (Guillaume), jurisconsulte célèbre et professeur en droit vers le milieu du XIII^e siècle, que quelques-uns font naître à Montpellier, d'autres à Puimisson, près de Béziers, composa, en 1273, sous le titre de *Speculum judiciaire*, un recueil des connais-

sances juridiques de son temps sur les matières civiles et canoniques, qui fut cité devant les tribunaux et servit de manuel aux écoliers; il avait dédié ce livre au cardinal Ottoboni, neveu d'Innocent VI, qui fut un moment pape sous le nom d'Adrien V, en 1276. Peu de livres ont eu autant d'éditions : on en compte trente-huit, de 1473 à 1668, et peu d'auteurs ont joui d'autant de popularité. Guillaume Durand était désigné dans le monde judiciaire du moyen âge sous le nom de *Speculator*. Il accompagna le pape Grégoire X, en qualité de secrétaire, au concile général tenu à Lyon en 1274. Il écrivit un commentaire sur les décisions qui y furent prises; mais ce travail n'a été publié que longtemps après sa mort, par Simon Mayol, sous ce titre : *In sacrosanctum lugdunense Concilium sub Gregorio X, Guillelmi Duranti, cognomine Speculatoris, Commentarius a Simone Maiolo inventus et in lucem editus*. — Fani, apud Jac. Moscardum, 1579, petit in-4° vélin. (Bibl. de Montpellier.)

Durand était, par son mérite, en grande faveur à la cour de Clément IV et de Grégoire X. Vers 1265, il avait été nommé auditeur de rote, et plus tard, en 1285, évêque de Mende, mais il n'occupa ce siège qu'en 1291. Il est encore l'auteur d'un résumé des principes du droit canonique, imprimé à Venise en 1496, sous le titre de *Breviarium aureum*. Enfin, en 1286, il composa le *Rationale divinorum officiorum*, imprimé à Mayence en 1459, qui est l'exposition en huit livres de tout ce qui concerne le culte et la liturgie.

Ce n'est plus le jurisconsulte écrivant pour la pratique, mais l'évêque qui expose avec une grande simplicité les cérémonies religieuses dont l'ensemble fait la grandeur du culte catholique. (V. Minier, *Précis historique du droit français*, 174). On lui attribue encore : *Commentarium in Gratiani decretum* ; — *Commentarium in Nicolai III constitutiones* ; — *Statuta procleri sui Mimatensis instructione*.

L'historien d'Aigrefeuille ajoute que Durand, dans sa jeunesse, avait été aussi habile poète qu'il fut plus tard grand jurisconsulte. Il composa des poésies nombreuses en langue provençale, et Nostradamus le mentionne parmi les célèbres troubadours qui florissaient du temps des comtes de Provence. « Il vécut, disent les chroniqueurs provençaux, en continuelle sobriété, qui étoit un singulier moyen pour la conservation de sa mémoire que chacun admiroit; car, quand il lisoit quelque beau livre en roman, fust-il en prose ou en rime, il le récitait incontinent mot à mot. »

Pendant son séjour en Italie, Durand déploya des talents d'administrateur et quelquefois d'homme de guerre, qui lui assignèrent un rang distingué parmi les défenseurs de la Papauté, dans les luttes qu'elle eut à soutenir à cette époque. Après avoir pacifié la Romagne, dont il fut gouverneur en 1280, il fit construire à ses frais le château qui de son nom s'est appelé longtemps Castel-Durante, jusqu'à ce que le pape Urbain VIII en eut fait la ville épiscopale d'Urbania, à trois lieues d'Urbino, en 1635.

Un extrait du *Speculum judiciale* a été donné, en 1511, sous le titre de *Speculum abbreviatum*, par Joannes de Stynna, moine de l'ordre de Citeaux, à Colbach, élève de Joannes de Borbonia.

Durand mourut dans un âge peu avancé, en 1296, ne pouvant, dit-on, survivre à la perte qu'il croyait avoir faite d'une personne qui lui était chère ; mais on n'en a d'autres preuves que l'histoire romanesque racontée par Nostradamus et répétée par Étienne Pasquier (*Recherches*, ch. 35, liv. 9). Son éloge, en forme d'épithaphe, est rapporté par Sarti, part. 1, p. 293 ; et Savigny, t. IV, p. 187.

Nogaret (Guillaume de)

Nogaret (Guillaume de), professeur ès lois, ministre de Philippe le Bel, si connu par ses démêlés avec Boniface VIII, enseigna le droit à Montpellier vers 1291, et fut juge-mage de la sénéchaussée de Beaucaire et de Nîmes en 1294. Il résida dans notre ville avec toute sa famille, et avait acheté une maison près de l'église Saint-Firmin, qu'il échangea, en 1310, avec les chevaliers de Rhodes, pour une terre qui convenait parfaitement à celle de Marsillargues, dont Philippe le Bel lui avait fait donation quelques années auparavant. En 1303 il fut nommé garde des sceaux de Philippe le Bel, et chancelier de France en 1308.

Le 26 octobre 1289, une bulle du pape Nicolas IV

décréta l'érection des écoles de droit, de médecine et des arts, en Université. Le premier qui reçut publiquement le bonnet de docteur devant la nouvelle Université s'appelait Guy de Saint-Amans. Béranger de Frédol, l'un des compilateurs du *Sexte*, qui fut depuis évêque de Béziers et cardinal, faisait alors ses études de droit à Montpellier. Guillaume de Nogaret mourut à Paris en 1314.

Dejean (Pierre)

Dejean (Pierre), docteur ès lois, professa à la Faculté de Montpellier ; il est mentionné dans l'Histoire des différends entre Boniface VIII et Philippe le Bel, pour l'année 1303.

Clusel (Barthélemy)

Clusel (Barthélemy), docteur ès lois, professa à la Faculté de droit de Montpellier ; il est mentionné dans l'Histoire des différends entre Boniface VIII et Philippe le Bel, pour l'année 1303.

Lestang (Pierre de)

Lestang (Pierre de) professa à la Faculté de droit

de Montpellier en 1308 ; il est connu par une harangue qu'il fit lorsque Bérenger de Landorre, depuis général des jacobins et archevêque de Compostelle, y prit la licence. Cette harangue était parmi les manuscrits de la bibliothèque de Mgr Colbert.

Serano (Dominique)

Serano (Dominique), né à Montpellier vers 1286, de parents originaires d'Avila, professa à la Faculté de droit, vers 1208 ; il fut, depuis, général de l'ordre de la Mercy et cardinal du titre de saint Calixte. Il avait aussi professé le droit canon à Paris à l'âge de vingt-quatre ans. Un historien de son ordre l'appelle *insignis Academiæ Parisiensis et Montispessulanæ juris utriusque doctor et cathedrarius*. On compte parmi les écoliers qu'il avait à Paris le duc de Bourgogne, le comte d'Armagnac, le comte d'Alençon et Pierre Roger, qui fut pape sous le nom de Clément VI. Il composa deux savants livres, l'un, de *Sententia matura deliberatione danda* ; l'autre était un commentaire *super Legem Corneliam de beneficiis*. Il mourut de la peste à Montpellier, en 1248, et fut enseveli dans le couvent de son ordre, où l'on voyait son tombeau avant les troubles de 1562. (V. d'Aigref., t. II, p. 228).

Jacobi (Pierre)

Jacobi (Pierre , natif d'Aurillac et non d'Orléans, professa en 1311 à la Faculté de droit de Montpellier, où il dictait à ses élèves son livre intitulé: *Aurea practica*, qui fut imprimé à Cologne en 1575, in-4°. On lit dans la préface de ce livre, qu'au jugement des plus grands jurisconsultes cet ouvrage était aussi nécessaire à ceux qui professaient les lois que le bréviaire l'était aux prêtres. C'est un traité de procédure et des actions, d'après les principes du droit romain combinés avec le droit coutumier de la France méridionale, qui eut une grande vogue jusqu'à la fin du XVI^e siècle. On a encore de lui: *de Arbitriis et Arbitratoribus*. Guy Coquille associe le nom de Jacobi aux noms les plus illustres dans la jurisprudence. On peut consulter sur Jacobi et ses œuvres une étude de M. de Parieu, dans la *Revue de législation et de jurisprudence*, t. XX, p. 417.

André (Jean d')

André (Jean d') professa à la Faculté de droit de Montpellier en 1317, pendant le séjour de Pétrarque, 1317-1324. Nous apprenons de Philippe Thomassin, dans son *Eloge des hommes savants*, que Pétrarque eut

pour professeur à Montpellier Jean d'André et Cinus Sinibuldi, de Pistoie. Jean d'André était né vers 1270, dans la vallée de Mugello, près de Florence ; il avait épousé Milancia, qui l'aidait dans ses travaux, et fut le père de cette belle et savante Novella qui connaissait assez le droit pour suppléer quelquefois son père ; mais on ne l'autorisait à professer que derrière un rideau, dans la crainte que sa beauté ne causât trop de distraction à ses auditeurs. Jean d'André a laissé des travaux sur les *Décrétales*, le *Sexte* et les *Clémentines*, et des additions au *Miroir judiciaire* ou *Speculum judiciaire*, de Guillaume Durand. Il mourut de la peste à Bologne, en 1348, et fut enseveli dans l'église des Dominicains, où l'on voit son épitaphe.

Jean d'André a joui d'une considération qu'aucun canoniste n'avait obtenue avant lui ; nous en avons un éclatant témoignage dans les statuts de l'Université de Bologne, qui l'exemptent, ainsi que ses descendants, de certaines restrictions imposées aux professeurs. (V. de Savigny, *Histoire du droit romain au moyen âge*, III, 120 ; IV, 217.)

Cinus Sinibuldi

Cinus, de la famille des Sinibuldi, de Pistoie, professa à Montpellier en 1317 avec Jean d'André, et fut un des maîtres de Pétrarque, comme nous l'apprend Philippe Thomassin dans son *Eloge des hommes savants*.

Son nom était Guitto ou Guittone, d'où l'on a fait le diminutif Guittonecinus, et par abréviation Cinus. Il était assesseur du tribunal civil de Pistoie, lorsqu'en 1307 les querelles entre les factions des *blancs* et des *noirs*, qui désolèrent la Toscane, l'obligèrent à prendre la fuite. En 1310, il embrassa le parti gibelin et suivit à Rome Louis de Savoie, dont il fut l'assesseur; il prit le grade de docteur à Bologne, en 1314, à l'âge de quarante-quatre ans, et se mit à enseigner. Il professa à Trévise, à Sienne, à Pérouse, à Florence et à Montpellier, ainsi que nous l'avons dit plus haut. Ses ouvrages sont : — *Lectura in Codicem* ; — *Lectura in Digestum vetus*, que l'on dit bien inférieur au précédent ; — *de Successione ab intestato* — et des additions à la *Glose* qui n'ont jamais été imprimées. Savigny n'admet pas que Cinus et d'André aient professé à Montpellier.

Faber ou Fabre (Jean)

Faber ou Fabre (Jean) professa à la Faculté de droit de Montpellier vers 1320. Il était né aux environs d'Angoulême, et mourut en 1340, sénéchal de la ville de la Rochefoucault. On a prétendu, mais à tort, qu'il avait été chancelier de France. Doué d'un tact et d'un goût parfaits, il critiqua vivement la prolixité des auteurs de son époque; attaché aux doctrines des universités de la France méridionale, il

blâma les professeurs d'Orléans d'avoir abandonné dans leur enseignement le latin pour le français.

Ses commentaires sur le *Code* et les *Institutes* étaient fort estimés. Dumoulin et Tiraqueau lui attribuaient une très-grande autorité, qu'il a conservée, suivant M. de Savigny, jusque dans les temps modernes. Nous avons de lui deux ouvrages remarquables, souvent réimprimés : *Commentarius in Institutiones*, un vol. in-folio, imprimé à Venise en 1488 ; — *Breviarium in Justiniani Codicem*, Lyon, 1579, in-folio.

Bertrand (Pierre)

Bertrand (Pierre), appelé depuis le cardinal d'Autun, professa le droit civil et le droit canonique à la Faculté de Montpellier en 1320, comme il le dit lui-même dans la préface de son livre *Scrinium juris*, qui est rapporté dans les preuves de l'*Histoire des cardinaux français*. Il professa aussi le droit à Orléans et à Paris, où il fut conseiller-clerc au Parlement. Savigny l'appelle *Bertrandus de Monte-Faventino*.

Il était né à Annonay, à la fin du XIII^e siècle, et mourut à Avignon en 1349. Sous Philippe de Valois, il joua un rôle important comme jurisconsulte et théologien, notamment dans la conférence tenue à Vincennes, où il s'agissait de circonscrire les juridictions civiles et ecclésiastiques en matière litigieuse. Le talent oratoire qu'il développa dans cette

discussion, en répondant à Philippe de Cugnières, avocat du roi, lui mérita, en 1331, le chapeau de cardinal, que lui donna le pape Jean XXII. Bertrand était, à cette époque, évêque d'Autun, après avoir été évêque de Nevers. Son mérite lui avait acquis de nombreux amis parmi les littérateurs qui fréquentaient la cour du Pape à Avignon et la cour des rois de France. Il fonda le *collège d'Autun*, à Paris, appelé aussi collège du cardinal Bertrand. On a de lui : *Libellus adversus Petrum de Cugneriis*, Paris, 1503, in-16 ; autre édition, 1513, in-8° ; la meilleure est celle qu'a donnée Brunet, en 1731 ; — *Tractus de origine jurisdictionum, sive de duabus potestatibus*, Paris, 1551, in-8°.

Verdale (Arnaud de Loubens de)

Verdale (Arnaud de Loubens de) professa à la Faculté de droit de Montpellier, vers 1335, avant d'être évêque de Maguelone. Il fut témoin des grands différends qui s'élevèrent entre le recteur de la Faculté de droit et Pictavin de Montesquiou, évêque de Maguelone, au sujet de certains règlements du recteur qui portaient atteinte aux droits et prérogatives de l'évêque. Ce conflit aboutit à la rédaction de nouveaux statuts, confiés par le pape Benoît XII au cardinal Bertrand de Deaux, en 1339, qui furent considérés comme les lois fondamentales de la Faculté

de droit. (Voy. ces statuts dans l'*Histoire de Montpellier* par d'Aigrefeuille, t. II, p. 356.)

Arnaud de Verdale est le premier qui ait écrit l'histoire des évêques de Maguelone, ses prédécesseurs (506-1339). Elle a été imprimée pour la première fois dans la Bibliothèque du P. Labbe, et plus tard dans l'*Histoire de Montpellier*, t. II, *in fine*. Elle est citée par tous les écrivains qui ont eu à parler de Maguelone, et faisait autorité même devant le Parlement de Toulouse.

Deaux (Bertrand de)

Deaux (Bertrand de), cardinal, archevêque d'Embrun, auteur des statuts de 1339, considérés comme la grande charte de l'enseignement du droit à l'Université de Montpellier. Il était né dans le petit village de Deaux, situé tout près de Vézénobres, dans l'ancien diocèse d'Uzès. Le cardinal Bertrand de Deaux, qui devint par la suite évêque de Sabine et vice-chancelier de l'Église romaine, était archevêque d'Embrun au moment où, par ordre du Pape, il remplit le rôle d'arbitre entre l'évêque de Maguelone et le recteur de l'Université de Montpellier, qui, sans la participation du prélat, avait publié des règlements attentatoires à la prérogative épiscopale. Le cardinal se rendit à Montpellier, fit une enquête, se concerta avec les docteurs et dressa une charte en quarante-

trois articles, qui, en sauvegardant le privilège de l'évêque, fixa les limites précises des diverses juridictions. Cette charte fut promulguée le 20 juillet 1339, et, conformément à ses dispositions, le vice-recteur de l'Université de droit, Étienne Martinenque, prêta serment au nouvel évêque de Maguelone, Arnaud de Verdale.

Dans cette charte organique se déroule le tableau le plus fidèle de notre ancienne École de droit au moyen âge. On l'y voit vivre, agir, fonctionner ; elle s'y montre, pour ainsi dire, à nu, avec son système d'études, avec l'originalité native de ses cours et de ses grades, le cortège pittoresque de ses usages et une foule de traits des plus curieux.

Ajoutons que les statuts de 1339 ne sont pas un simple document d'histoire locale. Antérieurs de près d'un siècle à ceux de l'Université de Bologne, ils sont aussi le plus vieux monument où il soit permis de contempler l'intérieur d'une école de droit au moyen âge. M. de Savigny a tellement été frappé de leur importance, qu'il les a jugés dignes d'occuper une place d'honneur dans son *Histoire du droit romain*.

Avant de recevoir du pape Benoît XII la mission de réformer la législation intérieure de notre école de droit, Bertrand de Deaux avait été employé par Jean XXII comme légat auprès des comtes de Foix et d'Armagnac, de même qu'auprès du roi de Sicile et du doge de Venise. A ses incontestables qualités d'homme public il joignait la réputation de litté-

rateur ; il composa un poëme sur la passion de N.-S. J.-C. C'était le personnage qu'il fallait pour traiter avec des savants, et sa délégation, sous ce rapport, fait honneur au tact de Benoît XII. Il vivait encore en 1355, et appartenait à la même famille qui a donné Bertrand de Deaux, évêque de Nîmes, mort à Montefiascone en 1348, et Gaucelin de Deaux, évêque de Maguelone, de 1367 à 1373. (Voy. Germain, *Histoire de la commune de Montpellier*, t. III, p. 13-15).

Les statuts de 1339 avaient fixé à douze ans la durée des études pour obtenir le titre de *doctor in utroque*. Ces douze ans d'études furent réduits à dix par les statuts de 1468, rédigés pour le collège du Vergier ou de la Chapelle-Neuve.

Grimoard (Guillaume de)

Grimoard (Guillaume de), qui fut pape sous le nom d'Urbain V en 1363, professa le droit canon à la Faculté de Montpellier vers 1350, puis à Avignon ; il était né à Grisac en Gévaudan, en 1309, fils de Guillaume, seigneur de Grisac, et d'Emphélise de Sabran.

Avant d'être élu pape, Grimoard avait été pourvu de l'abbaye de St-Germain, d'Auxerre, puis de celle de Saint-Victor, de Marseille. Il mourut à Avignon, le 19 décembre 1370.

On signale, à peu près vers cette époque, parmi

les illustres écoliers de notre Faculté de droit, trois jeunes seigneurs de la maison de la Marck, qui passèrent à Liège en 1350, pour venir à Avignon visiter la cour pontificale, et de là se rendre à Montpellier pour y étudier le droit. Le nombre et la distinction des étudiants se maintint jusqu'à la fameuse sédition arrivée sous le duc d'Anjou, en 1379.

Grimoard rétablit le siège de la papauté à Rome, en 1367. Il fonda à Montpellier le *Collège de Mende* ou *des Douze Médecins*, en 1369, pour douze élèves en médecine de son pays; il fit bâtir l'église et le cloître de St-Germain, aujourd'hui la Cathédrale et l'École de médecine.

On n'a pas trouvé les règlements qu'il promettait dans la bulle de fondation du Collège de Mende, non plus que la dotation qu'il faisait espérer aux étudiants; mais il y a lieu de croire, selon d'Aigrefeuille, qu'il chargea de leur pension les moines de Saint-Germain, à qui les chanoines de Saint-Pierre ont succédé: ils payaient tous les ans une certaine somme aux étudiants de ce Collège, qui étaient présentés au Chapitre par l'évêque de Mende. Il y avait une riche bibliothèque de manuscrits que le pape Urbain V avait pris soin d'y réunir. Les places y étaient si bonnes, qu'on les regardait comme les meilleures de toutes les fondations du même genre qu'il y avait à Montpellier; ce qui donna lieu sans doute à l'inscription latine que l'on mit alors sur la porte du Collège, et qui y subsistait encore en 1729 :

*Felices vigeant medici quos Papa creavit
Urbanus quintus, qui Mimatensis erat.*

On sait que le Collège de Mende était situé sur l'emplacement occupé aujourd'hui par la maison de M. le professeur Combal, au coin de la rue Saint-Mathieu et de la rue Urbain V, non loin de l'Ecole de pharmacie, qui occupe les anciens bâtiments de la Faculté de médecine.

Castelnau (Bernard de)

Castelnau (Bernard de). Lorsque le pape Urbain V vint à Montpellier en 1367, il tira de la charge de professeur à la Faculté de droit Bernard de Castelnau, pour le faire évêque de Cahors, et le fit sacrer à Montpellier par le cardinal de Canillac. En ce même temps, le cardinal Pierre de la Vergne passa docteur en décret à Montpellier.

Adémar (Pierre)

Adémar (Pierre), professeur à la Faculté de droit de Montpellier en 1370, fut le collègue de Pierre de Lune, qui occupa le trône pontifical sous le nom de Benoît XIII (antipape). Adémar était chanoine de Maguelone. Après son exaltation, Benoît XIII s'empressa de nommer à l'évêché de Maguelone, en 1405, le chanoine qui avait professé avec lui à l'Université de Montpellier. Adémar appartenait à une famille qui

avait donné plusieurs consuls à notre ville et qui y eut encore de nombreux représentants dans les charges judiciaires. Il mourut en 1418 et fut enterré à Maguelone.

Lune (Pierre de)

Lune (Pierre de), devenu plus tard l'antipape Benoît XIII, professa le droit à la Faculté de Montpellier en 1370. Il était né en Aragon, en 1334, d'une famille illustre, et mourut à Peniscola, dans le royaume de Valence, en 1424. Le pape Grégoire XI, successeur immédiat d'Urbain V, le fit cardinal pendant qu'il enseignait le droit canon à Montpellier, où il eut pour auditeur le célèbre Pierre de Nieme, qui le témoigne lui-même dans son livre *du Schisme*. Les cardinaux d'Avignon l'élurent pape en 1394, tandis que les cardinaux de Rome élaient Boniface. Avant son élection, le cardinal avait promis de résigner la tiare si on l'exigeait; mais le pape oublia la promesse du cardinal. Il feignit d'abord de la ratifier: c'était pour temporiser et amuser Charles VI, roi de France, et divers princes de l'Europe.

Les conciles de Pise et de Constance le déclarèrent déchu de la papauté. C'est de lui que Gerson a dit, dans le style de son temps: « Qu'il n'y avait que l'éclipse de cette *lune* fatale qui pût donner la paix à l'Église. »

Rebuffi (Jacques)

Rebuffi (Jacques), professeur à la Faculté de droit vers 1370, naquit à Montpellier vers le milieu du quatorzième siècle. Il fut honoré de la faveur de Charles VI et gratifié par l'admiration de ses contemporains, à la suite de trente ans de professorat, du titre glorieux de *comte du droit*. L'école de cette ville l'avait mis au rang de ses fondateurs, en faisant porter sur les masses d'argent de ses bedeaux l'effigie dorée de Jacques Rebuffi, avec celles de Placentin et d'Azo. En 1395, Charles VI lui donna des lettres de noblesse, dans lesquelles il est dit qu'il avait déjà professé le droit à Montpellier depuis plus de vingt ans, qu'il avait exercé la charge d'avocat du roi dans la sénéchaussée de Beaucaire, et celle de juge du Palais à Montpellier. Il est fait mention de lui dans la plupart des actes importants que la ville passa de son temps. Il mourut en 1428 et fut enterré dans l'église de Maguelone, derrière la grande porte, à gauche en entrant. On y voyait autrefois son tombeau, où il était représenté à genoux, devant une image de la Sainte Vierge, avec cette inscription :

Orate pro Domino Jacobo Rebuffi, Legum Comite, cujus anima in Domino requiescat, qui obiit anno ab incarnatione Domini 1428, et die 21 martii.

Jacques Rebuffi est l'auteur des *Commentaires sur les trois livres du Code*.

Vergier (Jean du)

Vergier (Jean du), baron d'Alais, conseiller clerc, puis président au parlement de Languedoc, séant à Montpellier en 1468, plus tard ambassadeur de France à Rome et intendant du duché de Normandie, fut l'un des fondateurs du collège de la Chapelle-Neuve, dans lequel il établit une dotation pour deux étudiants en droit. Jean Brugerie, médecin du roi Louis XI et ancien élève de l'école de Montpellier, avait déjà légué huit cents écus d'or pour servir à l'entretien de deux étudiants en médecine. Cette somme avait servi à l'acquisition d'une maison rue de la Coyraterie, vis-à-vis la Chapelle-Neuve, où le collège fut établi. Le président du Vergier et Hubert Malenfant, conseiller au Parlement, avaient reçu l'ordre du roi, par lettres données à Péronne, le 30 août 1468, de dresser les statuts et règlements de ce collège, et d'augmenter le nombre des écoliers si les revenus étaient suffisants. Du Vergier le dota généreusement, notamment par le legs du prieuré de Saint-Christol de Vermeils, au diocèse de Nîmes, dont il jouissait, et le collège prit le nom de son principal bienfaiteur. Les statuts furent dressés le 19 novembre 1468. (Voy. d'Aigref., II, 404-407).

Peu de temps après sa fondation, le collège du Vergier ne reçut que des étudiants en droit, et la fon-

dation de Brugerie, établie au coin de la rue Saint-Mathieu, prit le nom de *collège de Gironne*, du lieu d'origine de son bienfaiteur.

Le collège du Vergier a existé jusqu'à la Révolution. La Faculté de droit y transporta le siège de son enseignement en 1683. On lisait sur la porte principale cette inscription : *Aula Placentinea*, qui n'a disparu qu'avec la suppression même des universités en 1791. La rue qui borne les anciens bâtiments du collège, du côté de l'est, s'appelle aujourd'hui *rue du Collège-du-Vergier*, et le nom de *rue Ecole-de-Droit* a été donné à l'une de celles du quartier Sainte-Eulalie, qui fut le premier asile de cet enseignement depuis Placentin jusqu'aux troubles de la réforme, en 1562. (V. la *Notice sur le Collège du Vergier ou de la Chapelle-Neuve*, par Faucillon, broch. in-8°, 1859.)

Boerii ou Boyer (Nicolas)

Boerii ou Boyer (Nicolas), professeur à la Faculté de droit en 1485, était né à Montpellier en 1468, de Vincent Boyer, du pays d'Auvergne, qui était venu s'établir dans notre ville et y avait épousé Jeanne Fournier. Sa profonde érudition et sa probité l'élevèrent de la chaire du droit à la charge de conseiller d'Etat et de président au parlement de Bordeaux, où il acquit la réputation d'un parfait magistrat. Attiré

à Bourges en 1498 pour y enseigner le droit, il épousa, dans cette ville, la nièce de l'archevêque, et cette alliance l'attacha plus particulièrement au Berry, dont il rédigea les *Coutumes* et les publia avec un commentaire qui servit de modèle aux provinces voisines. Louis XII l'appela au conseil d'Etat, et François I^{er} le gratifia de la charge de président au parlement de Bordeaux. Il laissa, sous ce titre : *Decisiones burdigalenses*, un traité de jurisprudence de ce parlement qui fut imprimé à Francfort en 1574, et plus tard à Cologne, en 1614. (*Bibl. des avocats*, à Montpellier). Il consacra sa fortune à des legs pieux et à des fondations charitables, et mourut à Bordeaux en 1539.

Lauselergues (Philippe de)

Lauselergues (Philippe de), conseiller à la Cour des aides en 1493, professeur à la Faculté de droit en 1507, ancien prieur des docteurs, fut l'auteur d'une famille qui donna pendant plusieurs générations des magistrats à la cour des aides, un premier consul à la ville de Montpellier, en 1565, et s'éteignit vers le milieu du XVII^e siècle dans la maison de la Croix de Castries, à qui elle légua la seigneurie de Candilargues.

Testoris ou Texier (Jean)

Testoris ou Texier (Jean), conseiller à la Cour des aides, en 1493, professeur à la Faculté de droit en 1510, appartenait à une famille ancienne de Montpellier. Martin Testoris, recteur de la Faculté de droit en 1453, réunit en collection le texte des législations diverses, bulles, édits, ordonnances et statuts, qui régissaient l'enseignement du droit. Il forma dans ce but un *registre* sur lequel il fit transcrire d'abord les anciens statuts et les actes importants de ses prédécesseurs ; puis on y mentionnait, à leur date, toutes les décisions émanées du rectorat ; le *Liber rectorum* fut ainsi constitué. — Bernard Testoris était recteur en 1458. — Étienne Testoris ou Texier fut procureur général à la Cour des aides en 1572. (V., sur le *Liber rectorum*, la notice de M. J. Castelnau, dans les *Mémoires de la Société d'archéologie*, t. II.)

Gavaudan (Jean)

Gavaudan (Jean), professeur en droit canon à la Faculté de Montpellier et chanoine de l'église de Maguelone en 1502, sous le rectorat de Jean Griffy. Nous ne le connaissons que par la mention du *Liber rectorum*.

Barbier (Pierre)

Barbier (Pierre), professeur à la Faculté de droit, puis conseiller à la Cour des aides en 1508 et président en 1524. — En 1533, Louis Barbier était procureur général à la Cour des aides.

Arnaudi (Raymond)

Arnaudi (Raymond), professeur à la Faculté de droit en 1510, dont le nom, depuis longtemps éteint, a été relevé par un honorable magistrat de la Cour de Montpellier, M. Eugène Cavallier, et s'est ainsi perpétué jusqu'à nous. — George Arnaudi était notaire royal en 1435, dans la juridiction de Montpellier.

Coquomb (Jean)

Coquomb (Jean), professeur à la Faculté de droit de 1510 à 1520, premier consul de Montpellier en 1536, mourut en 1541, après trente années d'enseignement. Il institua pour ses héritiers les patrons et visiteurs de l'hôpital Saint-Éloi, alors situé dans le faubourg de Lattes, et bâti depuis 1600 sur l'emplacement de l'ancienne Ecole Mage, rue de la Blanquerie.

Porta ou de la Porte (Pierre de)

Porta ou de la Porte (Pierre de), conseiller à la Cour des aides, professeur à la Faculté de droit en 1510. Nous ne connaissons ce professeur que par la mention qui en a été faite dans le *Mémoire* de Faucillon.

Sala (Antoine de)

Sala (Antoine de), professeur à la Faculté de droit en 1510, quoique simple licencié; descendant d'un notaire, secrétaire de la Faculté de théologie dans le XV^e siècle. Il devint premier consul de Montpellier en 1524, et conseiller à la Cour des aides en 1530.

Bosius (Bernard)

Bosius (Bernard), professeur à la Faculté de droit en 1520. Ce nom est cité dans le *Mémoire* de Faucillon, sur l'enseignement du droit civil à Montpellier (*Mémoires de l'Académie*, section des lettres, t. III, p. 508).

Nogarède (Pierre)

Nogarède (Pierre), professeur à la Faculté de droit en 1520, à la place de Pierre de Porta. Il était fils de

Mathieu Nogarède, notaire du clergé dans la seconde moitié du XV^e siècle (1467-1477).

Alexi (Guillaume)

Alexi (Guillaume), professeur à la Faculté de droit en 1536, occupa sa chaire pendant neuf ans, et fut remplacé, en 1545, par Jean Philippi. On ne connaît aucun détail sur la vie ni sur l'enseignement de ce professeur.

Lasset (François de)

Lasset (François de), professeur à la Faculté de droit en 1536, puis second président à la Cour des aides en 1544, et juge-mage à Carcassonne en 1552. Son fils Jean entra en qualité de conseiller au présidial de Montpellier en 1552, à l'époque de sa création, sous Henri II; il fut premier consul de la ville en 1568.

Luvera (Guillaume de)

Luvera (Guillaume de), professeur à la Faculté de droit en 1536. Nous ne connaissons de lui que la mention de son nom dans le *Mémoire* de Faucillon, sur

l'enseignement du droit civil et canon. (*Mém. de l'Académie de Montpellier*, section des lettres, tom. III, p. 508.)

Severi (Nicolas)

Severi (Nicolas), professeur à la Faculté de droit, 1537. Il n'est connu que par la mention qui en est faite dans le *Mémoire* de Faucillon sur les professeurs de droit ancien.

Montgros (Nicolas de)

Montgros (Nicolas de), professeur à la Faculté de droit, 1539. Nous ne le connaissons que par la mention qui en est faite par Faucillon dans son *Mémoire* sur l'enseignement du droit à Montpellier. (*Mém. de l'Académie*, section des lettres, t. III, p. 508.)

Durand (Guillaume)

Durand Guillaume), professeur à la Faculté de droit, 1542-1553, succéda à Jean Coquomb en 1542. Il fut peut-être l'aïeul de Jacques Durand, qui occupa une chaire à la Faculté de médecine. En 1553, il fut honoré de la charge de premier consul, et nous ne

trouvons plus trace de son enseignement à partir de cette époque.

Philippi (Jean)

Philippi (Jean), professeur à la Faculté de droit, 1545-1553, remplaça Guillaume Alexi. Il était né en 1519, fils d'Eustache Philippi, conseiller à la Cour des aides, et, sans doute, neveu de Guyot Philippi, notaire du clergé de 1529 à 1561. Après huit années d'enseignement, Philippi succéda à son père dans la charge de conseiller, puis de président à la Cour des aides; mais il prenait encore part aux exercices de la Faculté, et se qualifiait volontiers d'ancien professeur. Guillaume, son frère, fut procureur général à la Cour des aides en 1560 et chanoine de la cathédrale.

En 1577, Jean Philippi fut intendant du Languedoc sous le connétable de Montmorency. Jurisconsulte, magistrat, historien, négociateur, il montra constamment un caractère élevé, une aptitude incontestable à tous les genres d'affaires. Il avait adopté les opinions calvinistes. Il conserva, dans une vieillesse très-avancée, une force d'esprit qui lui permit, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de mettre la dernière main à celui de ses ouvrages le plus important, qui a pour titre : *Responsa juris*. Les calvinistes l'inhumèrent dans l'église ruinée des Frères-Prêcheurs, en 1604.

Son fils, Louis Philippi de Bucelli, lui succéda dans

la charge de président à la Cour des aides ; il parvint à une grande vieillesse, et mourut dans le célibat en 1635. Avec lui s'éteignit la famille Philippi, qui avait donné quatre officiers à notre Cour des aides.

Leur mérite inspira à un poète de ce temps-là le distique suivant, rapporté par d'Aigrefeuille (t. II, p. 371) :

*Desine, Roma, tuos deinceps jactare Philippos,
Urbs mage clarentes Monspelienſis habet.*

Les œuvres de Jean Philippi se composent de deux volumes in-folio imprimés sous le règne de François II. Le premier a pour titre : *Joannis Philippi Responsa juris*, 2^e édition, imprimée à Montpellier, 1603, 300 p. in-folio à deux colonnes. Il contient les décisions qu'il avait données sur presque toutes les matières du droit, dans les différentes charges qu'il eut à exercer. Le second a pour titre : *Edits et ordonnances du roy, concernant l'autorité et juridiction des Cours des aides de France, sous le nom de celle de Montpellier*. C'est l'histoire des Cours des aides par les édits et ordonnances, éclaircie par des notes savantes.

La préface en latin, qui se compose d'une quarantaine de pages, est un excellent traité sur les anciens impôts, remarquable par son érudition. La première édition est de 1561; la seconde parut en 1597, à Montpellier. L'auteur y avait ajouté un traité qui a pour titre : *Arrêts de conséquence de la Cour des aides de Montpellier*, et qui contient la jurisprudence de cette Cour.

Cette dernière partie du second volume des œuvres de Philippi a été publiée sous ce titre : *Extraits des arrêts de conséquence qui étoient écrits dans le livre de M. le président Philippi.*

Jean Philippi est encore l'auteur de *Mémoires sur l'histoire de la guerre civile en Languedoc*, 1560-1590, publiés par le marquis d'Aubais, réimprimés en 1788 dans la collection universelle des Mémoires particuliers relatifs à l'histoire de France, t. XLVI.

La bibliothèque des avocats de Montpellier possède le *Recueil manuscrit de la Cour des aides de Montpellier*, par M. Jean Philippi, président en ladite cour, 5 vol. in-fol.; offert à la bibliothèque par M. Ulysse Cros, avocat, le 2 mars 1834.

Le portrait de Jean Philippi a été gravé en tête de la deuxième édition de ses *Responsa juris*, imprimée à Montpellier en 1603.

Ranchin (Étienne)

Ranchin (Étienne), professeur à la Faculté de droit, de 1543 à 1583, remplaça François de Lasset. Il était né à Uzès, en 1510, et quitta de bonne heure son pays natal pour venir étudier le droit à Montpellier, où il prit tous ses grades. Il fut nommé professeur à l'âge de trente-trois ans, et mourut en 1583, laissant six fils parfaitement établis dans d'honorables positions, et dont la descendance a paru avec honneur dans la

magistrature, dans l'église, la médecine, le barreau, les finances et la littérature.

Il fut élu premier consul en 1556, et remplaça son frère Jean comme conseiller à la Cour des aides ; il céda cet office à son fils Jean, en 1576. Ce fut un professeur éminent ; il avait acquis une grande science par des travaux incessants et une application infatigable. Ses ouvrages ont longtemps joui d'une grande réputation. Son fils Guillaume, aussi laborieux que lui, âgé de vingt-cinq ans et conseiller au présidial, hérita de sa chaire en 1585. Etienne Ranchin professa pendant toute sa vie la religion catholique, et voulut être inhumé dans l'église Sainte-Anne, sa paroisse. Il avait cependant laissé ses enfants recevoir le baptême de la main d'un ministre calviniste, par crainte ou par faiblesse.

Il composa des notes sur les décisions de Guy-Pape, qui se trouvent imprimées dans l'édition de Lyon en 1577 ; mais son principal ouvrage est celui qui a pour titre : *Miscellanea decisionum juris tam civilis quam canonici, ex Magis approbatis et receptis authoribus*, 1 vol. in-fol., imprimé à Lyon en 1580, dédié à Pierre de Panissa, premier président à la Cour des aides. C'est un sommaire des règles les plus certaines et les plus usitées du droit, avec l'indication des auteurs qui appuient ses décisions. Ce livre a été traduit en français et imprimé à Genève, en 1709, avec ce titre : *Les Décisions d'Etienne Ranchin, rangées par ordre alphabétique, avec des annotations par rapport aux constitutions de*

Louis-le-Grand, par Philippe Bornier, natif de Montpellier, réfugié à Brandebourg.

On a supprimé, dans cette édition, la préface de Ranchin, qui contient un historique des troubles de 1562, terminé par cette sage réflexion, vraie dans tous les temps: « Que si le peuple, dans son état ordinaire, sert patiemment, il commande avec un empire insupportable lorsqu'il est le maître. » Étienne Ranchin est encore l'auteur d'un traité des Testaments, publié à Lyon sous ce titre: *De Testamentis, Stephano Ranchino, professore in Academia Montispessulani*. Lugduni. (*Bibl. des avocats*, de Montpellier.)

Ranchin (Guillaume de)

Ranchin (Guillaume de), professeur à la Faculté de droit après son père, 1585-1594, fut pourvu, après neuf ans de professorat, de la charge d'avocat général à la Cour des comptes, et investi des fonctions de premier consul. En 1601, il passa de la Cour des comptes au Parlement de Toulouse, et fut nommé conseiller à la Chambre de l'édit de Castres. Etienne Ramin, son filleul, le remplaça à la Faculté de droit. Il mourut en 1601, à l'âge de quarante-cinq ans. Les travaux qu'il avait publiés à Montpellier promettaient des œuvres plus importantes encore. C'était un magistrat éloquent et un jurisconsulte de grande autorité. Avec lui finit cette classe de professeurs de droit

à Montpellier, à laquelle appartenait une haute réputation, acquise par la publication d'œuvres remarquables.

La descendance de Guillaume de Ranchin à Castres a dignement honoré la mémoire de son auteur, par la considération dont elle a joui dans la magistrature et dans les lettres. On a de Guillaume de Ranchin: *Edictum perpetuum à Salvio Juliano jurisc. compositum*, Paris, 1597, 2 part. en un vol, in-8; — *Edictum perpetuum Adrianeum*, Parme, 1783, in-8°. (*Bibl. de Montpellier.*)

Guillaume de Ranchin fit imprimer, en 1594, à Lyon, un traité sur les Successions *ab intestat*, qui a pour titre: *Guillelmi Ranchini, in Monspelienſi ſchola antecessoris, Tractatus de ſucceſſionibus ab inteſtato*, où il concilie sur cette matière le droit français avec le droit romain. Ce livre est dédié à Pierre de Rosel, ancien juge-mage de Nîmes et premier président en la Cour des aides de Languedoc en 1594. Il a laissé, en outre, quelques discours qui ont été imprimés en 1614, dans un livre qui a pour titre: *Premier Recueil des publiques actions d'éloquence françoise*. On lui attribue encore la *Révision du Concile de Trente*, contenant les nullités d'iceluy, les griefs des rois et princes chrétiens, de l'Eglise gallicane et autres catholiques, l'an de grâce 1600, in-8° (*Bibl. de Montpellier.*)

La ville de Montpellier a donné le nom de Ranchin à la rue située dans le quartier Sainte-Anne, où se trouve l'ancienne habitation de cette famille.

Martini (Jean)

Martini (Jean), professeur à la Faculté de droit, 1553-1581, succéda à Guillaume Durand. Il était originaire du Gévaudan et avait été reçu licencié en 1537. Sa famille dut commencer à être connue à Montpellier en 1441, lors de la nomination d'un autre Jean Martini au prieuré conventuel de Montaubérou.

Le père de ce professeur avait fait ses études de médecine dans notre ville, en qualité de collègié de Mende ; il était ensuite parvenu à la charge de premier médecin du roi Charles VIII, et avait obtenu des lettres de noblesse héréditaire en 1484, ainsi que la confirmation de tous les privilèges de la Faculté de médecine. Jean Martini, premier consul lorsque les troubles religieux prirent à Montpellier des proportions désastreuses, favorisait les tendances calvinistes en 1562. Ses descendants furent, pendant trois générations, conseillers-auditeurs à la Cour des comptes de Montpellier.

Bouques (Jean de)

Bouques (Jean de), professeur à la Faculté de droit, 1554-1557, succéda à Jean Philippi, qui venait de remplacer son père dans la charge de conseiller à la

Cour des aides. Il appartenait à une famille notable de Montpellier, qui a donné, vers la fin du seizième siècle, trois premiers consuls et des magistrats pratiquant avec ardeur le culte calviniste. Il fut mis en possession d'un office de conseiller à la Cour des aides nouvellement créé, et n'exerça l'enseignement que pendant trois ans seulement. On ignore le lieu et l'époque de sa mort.

A cette même famille appartenait Charles de Bouques, ami et compatriote du fameux avocat et jurisconsulte Antoine Despeisses, établi à Montpellier. Pendant leur séjour à Paris, il avaient pris la résolution d'écrire, conjointement et à communes veilles, sur toutes les matières du droit civil. Leur coup d'essai fut le *Traité des Successions*, imprimé à Paris en 1632. Cette collaboration cessa par la mort prématurée de Charles de Bouques. Despeisses eut tout le poids d'une œuvre à laquelle il travailla pendant vingt-cinq ans; il mourut à Montpellier en 1658.

Costa ou de la Coste (Jean de)

Costa ou de la Coste (Jean de), professeur à la Faculté de droit, 1557-1590, après Jean de Bouques, appartenait à une famille qui fournit des hommes distingués dans la magistrature et dans le barreau. Il exerça la profession d'avocat en même temps que les fonctions de régent à la Faculté; de plus, il remplissait

la judicature des baronies au gouvernement de Montpellier. A sa mort, en 1590, la ville de Montpellier, dans une grande pénurie d'argent, lui devait cent cinquante livres, pour trois années de gages de son enseignement; son héritier en obtint le paiement au moyen d'un arrêt du parlement de Toulouse.

Uzillis (Antoine)

Uzillis (Antoine), professeur à la Faculté de droit, 1549-1589, remplaça Guillaume de Luvera. Il était né au Caylar, dans le diocèse de Lodève. Avant de venir à Montpellier, il avait enseigné à Toulouse, où il avait compté parmi ses auditeurs Bertrandi, qui devint président au Parlement.

Informé de son mérite et de son savoir, Henri II lui avait attribué une des charges de conseiller au présidial de Montpellier, qu'il créa en 1552. Uzillis était sincèrement attaché au culte catholique; il avait épousé Antoinette de Ratte, sœur de l'évêque de Montpellier. Ses deux enfants furent néanmoins baptisés par les ministres calvinistes. Il avait composé plusieurs ouvrages de jurisprudence qui lui ont assuré une place parmi les savants jurisconsultes de son temps. En 1566, il fit imprimer à Lyon un petit traité sur les attributions des présidiaux: *Constitutionis ad curiarum præsidialium auctoritatem pertinentis brevis et lucida expositio*; et, peu de temps après, il publia ses com-

mentaires sur le livre *de Actionibus*. Sa chaire demeura vacante après sa mort pendant quelques années.

Uzillis (Jean)

Uzillis (Jean), professeur à la Faculté de droit, 1593-1605, fils d'Antoine, remplaça son père à la suite d'un brillant concours. En 1605, il succéda à son frère Etienne, dans la charge de conseiller au Parlement de Toulouse, et mourut bientôt après, à l'âge de trente-quatre ans. Son fils Jean, docteur en droit, procureur du roi au siège des gabelles de Montpellier, mourut doyen des avocats en 1679, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Solas (Jean de)

Solas (Jean de), conseiller au présidial, puis professeur à la Faculté de droit, 1581-1623, où il remplaça Jean Martini. Sa nomination, considérée comme un succès pour le parti catholique, causa une grande joie au sein de la Faculté. Elle est mentionnée d'une manière exceptionnelle au *Livre du Recteur*, avec le dessin colorié de ses armes. Ses nombreux descendants se sont distingués dans la magistrature, dans les finances, dans l'Eglise. Il enseigna le droit pendant quarante-deux ans, et se démit en faveur de

son fils Pierre en 1623. Cette même année, il passa de l'office de conseiller à la Cour des aides à celui de président à la même Cour. Pierre de Solas, dont le zèle ne s'était pas rebuté pendant douze années d'enseignement, malgré les travaux que lui imposait sa charge d'avocat général à la Cour des aides, mourut en 1635. Un de ses descendants eut des lettres patentes de *marquis* en 1675.

David (Pierre)

David (Pierre), professeur à la Faculté de droit, 1593, et juge au présidial. Dès que Henri IV fut parvenu à la couronne, il s'empressa de venir en aide aux Universités appauvries par les dévastations de la guerre civile et l'acharnement des opinions religieuses. Les Universités de Montpellier eurent part à ses libéralités. Pierre David fut alors nommé au concours pour remplacer Jean de Costa. Il était originaire du pays chartrain et fils de Jacques David, coseigneur de Montferrier, docteur ès lois, ardent calviniste, qui avait été deux fois consul à Montpellier, en 1561 et 1582. André de Trinquère, son parent, avocat général à la Cour des aides et juge-mage, avait dirigé ses études. Il épousa Catherine de Perdrier de Mau-reilhan, et mourut à l'âge de soixante-treize ans. Il laissa deux enfants : Magdeleine, mariée à Gaspard de Perdrix, professeur à la Faculté de droit, et Charles, docteur et avocat.

Pacius (Jules)

Pacius (Jules), professeur à la Faculté de droit de 1602 à 1616, était né à Vicence en 1550. Cet homme illustre, après avoir rendu des services à l'Académie protestante de Sedan, avait été obligé, à la suite des troubles suscités par les guerres civiles, de se retirer à Genève. En 1597, les protestants de Nîmes lui confièrent la direction du Collège des arts, en qualité de principal et de professeur de philosophie, science sur laquelle il avait publié plusieurs traités. Il ne prit cependant possession de ce double emploi qu'en 1598. Quelques années après, notre professeur, blessé probablement de l'opposition que les officiers de la Cour du sénéchal avaient mise à un traité avantageux que le Conseil de la ville de Nîmes avait passé avec lui, résigna sa double fonction et se retira à Montpellier. Sa grande réputation de jurisconsulte décida le Conseil de ville à l'attacher comme professeur à la Faculté de droit, par un contrat spécial, qui lui assurait de grands avantages pécuniaires.

Autour de sa chaire se groupèrent de nombreux écoliers, parmi lesquels se trouvaient des sujets qui parvinrent à de hauts emplois ou à une grande réputation, notamment le fameux Claude Peiresc. La Faculté de droit se composait alors de quatre chaires, occupées par Jean de Solas, David, Ramin et Pacius.

Trois de ces professeurs appartenaient au culte calviniste, ainsi que la majeure partie des docteurs ordinaires de la Faculté. Louis XIII, au mois d'août 1613, ayant mis les régents en droit et toutes les Facultés de l'Université de Montpellier sous la dépendance presque absolue de l'évêque Fenouillet, cette subordination déplut à Pacius, qui abandonna Montpellier et alla se fixer à Valence, en Dauphiné, après avoir enseigné dans notre ville pendant près de quatorze ans, avec la réputation d'un des plus savants hommes de son temps. Il mourut à Valence en 1635.

Il fit imprimer, en 1606, un vol. in-folio sur les *Constitutions impériales*, sur le *Code* et sur les *Décrétales*, qu'il dédia à Pierre de Bocaud, premier président à la Cour des aides. En 1631, il donna au public un gros volume in-12, sous ce titre : *Legum conciliatarum centuriæ decem*, qu'il dédia au cardinal Barberini, légat en France. Pacius était un philosophe distingué, très-versé dans les langues anciennes. On a aussi de lui divers écrits sur la philosophie, et un *Corpus juris civilis*, imprimé à Genève en 1680. Il laissa une bibliothèque choisie, qui fut augmentée par son fils Laurens Pacius, héritier de ses biens et de son savoir. Leur postérité, suivant d'Aigrefeuille, subsistait encore à Montpellier en 1730. Une des dernières alliances de cette famille a été contractée avec Jacob de Bornier, président juge-mage à Montpellier. (V. la nomenclature des œuvres de Pacius dans la *Biographie Didot*, t. XXXIX, p. 19.)

Ramin (Étienne)

Ramin (Étienne), professeur à la Faculté de droit, 1602-1622, filleul de Guillaume Ranchin. Il fut chargé de le suppléer dans sa chaire lorsque celui-ci fut nommé conseiller à la Chambre de l'édit de Castres. Il était fils d'Honoré Ramin et de Charlotte de Sartre. Son père était originaire de Nice. A la mort de Ranchin, il semblait que Ramin devenait naturellement son successeur ; mais la survivance dont la Faculté de médecine offrait encore de nombreux exemples n'était plus dans les habitudes de la Faculté de droit. Les provisions accordées à Ramin furent révoquées ; il dut se soumettre à l'épreuve du concours, qui ne pouvait être pour lui qu'une formalité, et il conserva sa place pendant vingt ans. Après la reddition de Montpellier, il résigna ses fonctions, par suite de quelque compromission dans la défense du calvinisme. Il était depuis 1615 conseiller-correcteur à la Chambre des comptes. En 1621, il avait épousé Marguerite de Causse, fille de noble Jean de Causse, écuyer.

Varanda (David)

Varanda (David), professeur à la Faculté de droit, 1616 - 1622, originaire de Nîmes, était calviniste

comme Pacius, et le remplaça dans sa chaire de la Faculté de droit. Pendant l'exercice de ses fonctions de conseiller au présidial, il avait attiré l'attention du roi Henri IV, qui l'avait récompensé par une pension de 300 livres, en 1598. Il était docteur depuis 1591 et prieur des docteurs, lorsqu'il fut nommé professeur sur la proposition de l'évêque Fenouillet, qui n'avait pas hésité à reconnaître son mérite et sa capacité, malgré sa qualité de protestant. Le nombre des docteurs de la Faculté de Montpellier s'élevait alors à plus de deux cents. Plusieurs, parmi ses coreligionnaires, attaquèrent sa nomination, qui fut confirmée par arrêt du Parlement de Toulouse ; mais les concours pour les régence en droit civil et canon furent rétablis, pour l'avenir, devant un jury composé de l'évêque, des docteurs-régents (professeurs), du recteur de la Faculté et du prieur des docteurs, à l'exclusion de tous les autres docteurs, qui ne devaient y avoir ni voix, ni suffrage (1618). C'est également à partir de cette époque que les gages des professeurs en droit civil et canon furent fixés à 850 livres et trois minots de sel, estimés 75 livres ; ce traitement fut maintenu jusqu'à la Révolution.

Varanda conserva sa chaire jusqu'après la reddition de Montpellier ; à cette époque, il cessa, comme Ramin, son enseignement, sans doute à la suite de quelque compromission dans la défense du calvinisme. Il vécut encore quelques années à Montpellier. Son fils eut plus tard l'honneur d'être premier consul.

Varanda ou Varandal avait écrit sur notre histoire locale, suivant d'Aigrefeuille, qui cite comme étant de lui une généalogie des Guillaumes de Montpellier.

Rebuffi (Pierre)

Rebuffi (Pierre), arrière-petit-neveu de Jacques Rebuffi, était docteur en droit civil et canon, ancien prieur des docteurs, chanoine de l'église Saint-Pierre, vicaire général en 1616 et vice-chancelier de l'Université; il fut nommé professeur en droit civil et canon à la Faculté de Montpellier, en 1623. L'enseignement du droit canon, supprimé depuis le triomphe des protestants en 1562, venait d'être rétabli par le roi dans la Faculté de Montpellier. Rebuffi et Crespin furent nommés professeurs en remplacement de Ramin et de Varanda, attachés à la religion protestante.

Le nom de Rebuffi était depuis longtemps illustré par deux fameux jurisconsultes : Jacques et Pierre Rebuffi. Prêtre vertueux et charitable, administrateur sage et éclairé, Pierre Rebuffi soutint dignement l'honneur de son nom; il mourut en 1630.

Pierre Rebuffi eut un frère, Omer ou Audémar, héritier d'un autre Pierre, célèbre jurisconsulte, né à Baillargues en 1500, mort à Paris en 1557. La postérité d'Omer Rebuffi ne s'est éteinte que vers le milieu du XVIII^e siècle. Nicolas Rebuffi, homme d'ar-

mes, fils d'Omer et sous-prieur de la confrérie des Pénitent blancs, fut assassiné en 1623, près de Castelnaud, sur la route de la Justice, où se trouve actuellement le cimetière Saint-Lazare ; il se rendait à Bailargues, résidence ordinaire de sa famille. Il fut inhumé dans l'église Sainte-Croix, à Montpellier. On a découvert sa sépulture en 1865. Ses restes ont été transportés au cimetière Saint-Lazare, par les soins de la confrérie des Pénitents.

La ville de Montpellier a voulu conserver le souvenir de cette famille, en donnant son nom à la rue située derrière l'emplacement de l'ancienne église Saint-Firmin.

Crespin (Jean-Georges)

Crespin (Jean-Georges), professeur à la Faculté de droit, 1623-1641. Après la reddition de la ville de Montpellier au roi Louis XIII, l'enseignement du droit canon, supprimé depuis la victoire des protestants en 1562, fut rétabli dans la Faculté de droit de Montpellier. Ramin et Varanda, démissionnaires par suite de quelque compromission dans la défense de leurs opinions calvinistes, se virent remplacés par Rebuffi et Crespin.

Crespin, alors âgé de soixante ans, était originaire du diocèse de Grenoble. Il apportait dans l'enseignement le mérite de l'expérience et du savoir, qui re-

mirent en honneur dans notre Faculté l'étude du droit canon. Il mourut en 1641, à l'âge de soixante-seize ans. Son mérite et ses travaux, après dix-huit ans d'enseignement, avaient été récompensés par un canonicat au chapitre cathédral de Saint-Pierre. Sa chaire demeura vacante jusqu'à la mort de l'évêque Fenouillet, en 1652, par suite de la difficulté de s'entendre sur le choix de son successeur. Rudavel, Perdrix et La Croix de Candillargues, se partagèrent l'enseignement, malgré les devoirs qu'ils avaient à remplir comme magistrats au présidial. Louis XIII fit don à Jacques de Valat, gouverneur de Montferrand et neveu de l'évêque Fenouillet, des gages de la chaire de Crespin, décédé.

Rudavel (Adrien)

Rudavel (Adrien), professeur à la Faculté de droit après Rebuffi, de 1630 à 1670, était alors âgé de vingt-quatre ans. Il était fils de Jean Rudavel, docteur et avocat, premier consul de Montpellier en 1587, conseiller à la Cour des aides, neveu du doyen des régents (David) et des avocats renommés Rondil et Jaulle. Quoique Rudavel eût été élevé dans la religion calviniste, l'évêque Fenouillet en certifia le mérite, la capacité, les bonnes vie et mœurs, et en garantit la catholicité, après son abjuration, dont la preuve était dans les archives du chapitre avec celle d'Antoine

Rudavel, ancien ministre, qu'il avait donnée en 1614. Il devint conseiller au présidial en 1651, et mourut en 1670, après quarante années de carrière universitaire. Son fils Claude, docteur en droit en 1655, fut conseiller au présidial en 1658, et épousa, en 1675, Jacqueline Alicot.

Perdrix (Gaspard de)

Perdrix (Gaspard de), professeur à la Faculté de droit après Pierre Solas, de 1636 à 1670, était né à Montpellier en 1597, fils d'Antoine Perdrix et de Madeleine de Grasset; il épousa, en 1640, Madeleine de David, fille du professeur à la Faculté de droit. Gaspard de Perdrix fut la première illustration d'une famille qui donna trois savants professeurs à la Faculté et d'intègres magistrats aux cours de justice. L'évêque Guitard de Ratte l'avait tenu sur les fonts baptismaux. Après avoir fait rapidement, et d'une manière brillante, ses classes au Collège royal ès arts de Montpellier, il étudia le droit et fut reçu docteur de bonne heure. Nommé professeur à l'âge de trente-huit ans, il exerçait déjà la double fonction de juge criminel et d'avocat du roi au présidial. Vers la fin de sa vie, ayant reconnu que l'âge et les infirmités ne lui permettaient pas de satisfaire aux devoirs de trois charges, il céda l'office d'avocat du roi au présidial à son fils Charles, en 1665, et se démit du professorat

cinq ans après, en 1670, quelques heures avant de rendre le dernier soupir, en recommandant ce même fils à la Faculté, s'il était jugé capable et digne de le remplacer.

Perdrix (Charles de)

Perdrix (Charles de), professeur à la Faculté de droit en 1670, succéda à son père dans les trois charges de juge criminel, d'avocat du roi au présidial et de professeur ès lois, par le vote régulier de la Faculté. En 1671, il fut nommé lieutenant-général criminel au présidial, tout en conservant sa charge de professeur jusqu'en 1681. A cette époque, il se démit en faveur de son frère Philippe, reçu docteur en 1673, avant l'âge de vingt ans; il fut pourvu, en 1691, d'une charge de président à la Cour des aides, qu'il conserva jusqu'à sa mort.

La Croix (Jean-André de)

La Croix (Jean-André de), lieutenant principal au présidial, seigneur de Saint-Brès et de Candillargues, professeur à la Faculté de droit, 1640-1655, après le doyen des régents David; il était fils de François de la Croix et de Jeanne d'Adhémar de Sueilles, et issu de cette ancienne maison d'où sortirent plus tard les

ducs de Castries. Il eut pour successeur son fils Henri de la Croix de Candillargues, qui, après quinze ans d'enseignement (1655-1670), se démit de sa charge de professeur, nous ne savons pour quel motif. Sa chaire fut donnée, en 1671, à Louis Vignes, fils d'un conseiller au présidial, docteur depuis 1670.

Henri de la Croix fut maître des cérémonies de la chapelle des Pénitents blancs de Montpellier en 1649, et publia en 1654 la première édition des *Heures pour les Pénitents blancs de Montpellier, avec le cérémonial exact de ladite chapelle*; 1 vol. in-4°, imprimé à Montpellier. La seconde édition parut en 1700 et fut imprimée à Marseille; la troisième, en 1729, à Avignon.

Vignes (Louis)

Vignes (Louis), professeur à la Faculté de droit en 1671, à la place de Henri de la Croix, puis procureur général à la Cour des comptes, aides et finances, en 1687, était fils d'un conseiller au présidial, Jean Vignes, et de Jacqueline Barbedor, et descendait probablement de Barthélemy Vignes, licencié en droit, avocat et syndic de la Faculté de droit en 1563.

Pierre Tondut le remplaça en 1689, dans sa chaire de la Faculté de droit, à la suite d'un concours. Vignes mourut en 1714, à l'âge de soixante-huit ans, après avoir exercé pendant dix-sept ans les fonctions de

procureur général ; il les avait résignées en 1704 et les reprit en 1710.

Le 11 février 1679, alors conseiller à la Cour des aides et professeur ès lois, il épousa Marie Devaux de Ginestet, d'une ancienne famille de Montpellier.

Planque (Barthélemy)

Planque (Barthélemy), professeur à la Faculté de droit en 1653, succéda à Crespin. Il appartenait à une ancienne famille de Montpellier, attachée à la Cour du Petit-Sceau; en 1635, il avait reçu le bonnet de docteur, et possédait depuis 1645 la charge de garde-sceau conservateur à la Cour du Petit-Sceau, précédemment occupée par Barthélemy Planque, son père, seigneur de la Valette. Planque avait été fort dévoué à l'évêque Fenouillet, et son père avait utilement secondé cet évêque dans le rétablissement du culte catholique à Montpellier, sous Louis XIII. Après trente années d'exercice, Planque donna sa démission de professeur en faveur de Pierre Verduron, qui figura pendant cinquante ans sur le tableau des agrégés, mais dont la désignation ne fut pas acceptée par le roi. Antoine Causse, agrégé, fut chargé de la suppléance jusqu'à la mort de Planque, en 1682, et nommé professeur en 1683 par le vote unanime de la Faculté, approuvé par le roi. La notice sur Antoine Causse est donnée en son rang, p. 65.

Carbonnier (Pierre)

Carbonnier (Pierre), professeur à la Faculté de droit en 1672, à la place de Rudavel, mourut l'année d'après. Sa mort fut tenue secrète pendant quelque temps, comme celle de Rudavel; l'inhumation eut lieu secrètement, ce qui fit supposer qu'il était mort dans la religion calviniste. Le roi fit don à sa veuve des gages de la charge depuis la mort de Carbonnier jusqu'au jour de son remplacement, attendu que celui-ci avait si peu joui des revenus de la chaire qu'il n'avait pas eu le temps de s'indemniser des frais des provisions. A la suite du concours qui eut lieu en 1674, le roi choisit Noël Loys pour le remplacer. Il avait épousé Charlotte Reynes, fille d'un conseiller correcteur à la Cour des comptes. Son fils, Jacques Carbonnier, élève du collège du Vergier, reçu docteur en 1674, fut agrégé à la Faculté après Cabassut, en 1683; il mourut en 1719.

Loys (Noël)

Loys (Noël), professeur à la Faculté de droit de Montpellier en 1675, après Carbonnier, exerçait depuis 1693, avec succès, la profession d'avocat; il était issu d'une famille noble, qui a donné jusqu'à la Révo-

lution des magistrats à la Cour des comptes, aides et finances, ainsi qu'au Bureau des trésoriers de France de Montpellier.

Noël Loys avait été choisi professeur par le roi, sur une liste de trois candidats présentés par la Faculté, à la suite d'épreuves publiques, en vertu d'un arrêt du conseil d'État du 20 octobre 1673. Après vingt-cinq années d'enseignement, il réclama, en 1700, le titre de conseiller honoraire au présidial de Montpellier, en vertu de l'édit de 1679, qui donnait droit aux professeurs, après vingt années d'exercice, d'être reçus dans toutes les charges de judicature sans examen, et d'entrer avec voix délibérative dans un des sièges, bailliages ou présidiaux. Les lettres patentes de nomination de conseiller honoraire au présidial mentionnent honorablement ses vingt-cinq années de professorat, sa profonde érudition, sa manière facile d'enseigner, ainsi que le progrès de ses élèves. Il enseigna pendant seize ans encore, fournissant une carrière aussi longue qu'honorée, et mourut en 1716, à l'âge de soixante-douze ans, laissant un fils, Antoine Loys de Cazalis, qui fut agrégé à la Faculté de droit, et mourut en 1741 à Villemagne.

Perdrix (Philippe de)

Perdrix (Philippe de), professeur à la Faculté de droit, 1681, après son frère, à l'âge de vingt-sept ans,

fut conseiller à la Cour des aides en 1701, après vingt ans d'enseignement. Il avait été maintenu noble par jugement de M. de Lamoignon, du 20 juillet 1697, en vertu des privilèges accordés aux professeurs et recteurs de l'Université de droit de Montpellier. Il mourut en 1713. Pendant sa carrière professorale de trente-quatre ans, il s'était montré constamment préoccupé de la prospérité de la Faculté : elle lui était redevable de la reconstitution de ses archives, pillées et dispersées dans les guerres religieuses. Par des soins minutieux et des recherches infinies, il était parvenu à ressaisir un grand nombre de documents et de titres émanés des papes, des rois de France, du parlement de Toulouse, relatifs aux droits et aux privilèges des professeurs. Une très-faible partie de cette collection est parvenue jusqu'à nous. Il laissa un fils, Étienne-Gabriel, qui fut conseiller à la Cour des aides, 1723-1729. Son petit-fils, Gaspard-René, fut également conseiller à la Cour des aides, et mourut en 1807, président du tribunal d'appel, âgé de quatre-vingts ans, ne laissant qu'une fille.

Causse (Antoine)

Causse (Antoine), docteur agrégé de la Faculté de droit en 1681, ensuite professeur de droit ancien après Barthélemy Planque, en 1683, était né au hameau de Meyrargues, le 28 mai 1651 ; reçu docteur en 1673, il

mourut à Montpellier le 20 mai 1717. Il avait épousé, en 1676, Marie Nadal, fille d'un avocat, dont il eut plusieurs enfants, entre autres Pierre, agrégé, puis professeur à la Faculté de droit en 1718. Après, Noël Loys épousa Suzanne Garnier des Chênes, dont il eut plusieurs enfants, entre autres Pierre-Hilaire, prêtre, agrégé à la Faculté de droit en 1720, mort en 1778, âgé de quatre-vingts ans.

Antoine Causse fut installé comme professeur des lois dans le collège du Vergier, à la Chapelle-Neuve, en 1683. La Faculté venait de céder à la cour du Petit-Sceau le collège de Sainte-Anne, après l'avoir occupé pendant soixante-dix ans. Il enseigna durant trente-quatre ans, avec une grande réputation. On remarquait la précision élégante de sa parole, sa haute vertu, son ascendant sur les écoliers, son amour de la retraite, entretenu par le travail et par les pratiques religieuses. La confiance de ses collègues et sa rare capacité le désignèrent plusieurs fois pour la défense des intérêts de la Faculté, et dans les affaires relatives à la noblesse des professeurs et à leur préséance sur les officiers du présidial.

On disait de lui que, si les livres des lois venaient à se perdre, il aurait été capable de les dicter par cœur, tant il les possédait exactement. Sa belle latinité lui attirait dans les actes publics un grand concours d'auditeurs, qui n'admiraient pas moins, suivant d'Aigrefeuille, la justesse de ses expressions que la politesse et la modestie qui accompagnaient tous ses discours.

Vaissière (Jean-Pierre)

Vaissière (Jean-Pierre), professeur à la Faculté de droit en 1719, après Antoine Causse, avait embrassé l'état ecclésiastique à Béziers, où il était né en 1693, et où il avait fait ses études au collège des Jésuites. Il vint étudier la théologie à Montpellier et y prit le grade de maître ès arts en 1709; plus tard, il se fit recevoir docteur en droit civil et canon, et concourut avec succès pour la place de professeur, qu'il conserva près de cinquante ans. Durant une si longue période, il fut porté huit fois au rectorat. Il mourut en 1765, à l'âge de soixante-douze ans. Il eut pour collègue à la Faculté Jean Artaud, dont il avait été le précepteur. N'ayant reçu que les ordres mineurs, il abandonna l'état ecclésiastique, et épousa, en 1719, pendant les épreuves du concours, Louise Duranc, dont il eut deux fils : Jean-Pierre, avocat; François, professeur après son père, de 1766 à 1789, qui mourut à Montpellier à l'âge de quatre-vingt-huit ans, en 1811.

Casseirol (Henri)

Casseirol (Henri), professeur en droit français à la Faculté de Montpellier (1681-1703). — Fils d'un procureur au présidial, Jean Casseirol, et de Jeanne de

Nicolay; baptisé le 14 mars 1623, docteur en droit canonique et civil en 1642 et juge de l'ordinaire depuis 1672, Henri Casseirol fut nommé professeur en droit français le 1^{er} juillet 1681, par Louis XIV.

L'édit du mois d'avril 1679, sur la réforme de l'enseignement du droit en France, venait de créer, dans toutes les universités où il existait une Faculté de droit, une chaire de droit français, contenu dans les ordonnances royales et dans les coutumes, et huit docteurs agrégés.

Casseirol en devint le premier titulaire à la Faculté de Montpellier, déjà pourvue de quatre professeurs en droit canonique et civil.

Le professeur devait commencer le lendemain de la fête de saint Martin ses leçons annuelles, qui se terminaient à la fin du mois d'août; entrer les mêmes jours que les autres professeurs; dicter et expliquer en français pendant une heure et demie, et exercer ensuite pendant une demi-heure ses écoliers, par des répétitions et des questions; consacrer les six premiers mois à l'explication des ordonnances du roi et de ses prédécesseurs, en les disposant par matières, les conciliant les unes avec les autres ou signalant les dérogations postérieures; enfin employer le reste de l'année à développer l'usage des fiefs et les autres généralités du droit français usitées dans les pays de droit écrit, en rapportant sur chaque matière les principaux arrêts intervenus qui servaient de préjugés, ou, comme on dit aujourd'hui, de jurisprudence.

Il ne reste aucune trace de l'enseignement de Casseïrol. A cette époque, les professeurs en droit de Montpellier n'écrivaient pas : ils se bornaient à se fortifier dans la science des lois, à s'acquitter consciencieusement de leur devoir, à protéger la jeunesse et à la diriger dans le travail et dans la vertu. Casseïrol mourut à l'âge de quatre-vingt-un ans, le 27 août 1703, après vingt-deux ans de professorat. On l'inhuma dans l'église Saint-Paul, avec les honneurs dus à sa qualité. Il avait épousé, vers 1648, Charlotte de Grefeuille, dont il eut plusieurs enfants ; l'un d'eux, Jean-Henri, qui avait étudié le droit à Toulouse, devint juge criminel au présidial de Montpellier et agrégé au corps des docteurs de la Faculté en 1684.

Il y a encore une île dans la ville de Montpellier, et une maison de campagne à peu de distance de la ville, qui portent le nom de Casseïrol.

Brey (Jean-Baptiste-Joseph)

Brey (Jean-Baptiste-Joseph), professeur en droit français à la Faculté de Montpellier, né dans cette ville le 6 septembre 1654, succéda à Henri Casseïrol le 4 novembre 1703. Reçu docteur en 1674, il était entré dans l'enseignement des lois par l'agrégature, en 1683. Il occupa cette chaire jusqu'en 1721. A cette époque, il consentit à la céder à l'avocat Pierre Uglà, son gendre, moyennant celle de droit ancien, que la

mort du professeur Tondut laissait vacante. C'était une combinaison conduite par Colbert, évêque-chancelier, qui avait à cœur de faire entrer à la Faculté un nouveau sujet janséniste, de même qu'il y avait introduit quelque temps auparavant le professeur Marcha en remplacement de Philippe de Perdrix, nommé conseiller à la Cour des aides. Il occupa la chaire de droit ancien jusqu'en 1730. L'histoire de la Faculté n'offre aucun autre exemple d'un professeur qui ait occupé comme lui les trois positions d'agrégé ès lois, de professeur de droit français et de professeur de droit ancien, avec la circonstance plus remarquable encore qu'il parvint à ces emplois sans traverser jamais l'épreuve du concours. — Il mourut à Montpellier, le 29 avril 1735. Il avait vécu quatre-vingt-un ans. Le 22 avril 1684, il avait épousé Marie de Jacquet, de Florensac, dont il eut quinze enfants. Une de ses filles, Anne, épousa, le 30 juin 1729, son cousin Jean-Bernard de Jacquet ; une autre, Françoise, épousa Pierre Uгла, qui succéda, comme nous l'avons dit plus haut, à son beau-père, dans sa chaire de droit français.

Uгла (Pierre)

Uгла (Pierre), avocat et professeur en droit français à la Faculté de Montpellier, le 14 août 1721, où il remplaça son beau-père Jean-Baptiste-Joseph Brey,

lorsque celui-ci fut nommé professeur de droit ancien. Il était né à Montpellier, le 16 juillet 1684. Profondément versé dans la connaissance du droit ecclésiastique et ardent janséniste, il devint le conseil de l'évêque Colbert dans les affaires temporelles, et, quoique docteur étranger à la Faculté de Montpellier, il s'était fait agréger au corps des docteurs de cette ville. Son dévouement à Colbert lui valut la chaire de droit français, après avoir vécu pendant plus de dix ans avocat postulant à la Cour des aides. Il n'existe aucun document sur une carrière professorale de dix-sept ans, qui laissait cependant des souvenirs au sein de la population. La mort vint le frapper le 4 juillet 1738, comme il atteignait sa cinquante-quatrième année, quelques mois après que son protecteur Colbert fut descendu dans la tombe. Il eut deux fils: François Uglà, licencié en droit, qui épousa Jeanne Lagarde, fille d'un conseiller au présidial, plus tard conseiller à la Cour des aides; et Jean-Augustin, licencié en droit, conseiller au présidial. Jean-François, frère de Pierre, fut premier consul de la ville de Montpellier en 1735.

Désandrieux (Antoine)

Désandrieux (Antoine), avocat à Montpellier, né en 1655, docteur en droit en 1674, agrégé à la Faculté de Montpellier en 1686, était fils de Jacques Désandrieux, lieutenant de juge du Petit-Sceau et ensuite

juge de cette Cour, qui avait reçu des lettres de noblesse avec ses trois frères, le 13 janvier 1669. Antoine mourut en 1729, après quarante-quatre ans d'exercice dans les fonctions d'agrégé; en 1695, il avait reçu de son père la charge de juge du Petit-Sceau, qu'il garda trente-trois ans. En 1728, ses concitoyens l'avaient investi de la charge de premier consul. Il laissa un fils, Jacques, avocat à la Cour des aides, marié en 1751 avec Marie-Madeleine Artaud, fille du receveur des finances de Lodève et sœur du docteur agrégé Jean Artaud, professeur à la Faculté de droit.

Sicre (Jacques)

Sicre (Jacques), avocat et docteur à la Faculté de droit de Montpellier en 1672, agrégé en 1681, était fils d'un avocat à la Cour des comptes. En 1686, il avait remplacé le professeur Vignes, par suite d'un arrangement amiable; mais, évincé à la suite d'un concours ordonné par le roi, il fut pourvu d'une chaire de droit français à Perpignan, et mourut bientôt après à Montpellier, en 1694; il avait à peine quarante ans.

Verduron (Pierre)

Verduron (Pierre), docteur agrégé à la Faculté

de droit en 1681, était avocat du roi au présidial. Il naquit à Montpellier en 1655 ; il était fils de Pierre Verduron, viguier général de la temporalité de l'évêché de Montpellier, et mourut en 1731. Son frère, Jean-Guillaume, appelé Rabieux ou Rabius, fut aussi docteur agrégé et recteur à la Faculté de droit de Montpellier, puis viguier général après son père ; il mourut le 12 mars 1735, à l'âge de quatre-vingts ans. Catherine Verduron, leur sœur, née en 1664, d'un esprit pénétrant et d'un caractère souple, fut signalée par Basville à Louis XIV, qui l'employa pour connaître l'administration intérieure et les pratiques secrètes de la congrégation des *Filles de l'Enfance*, établie à Toulouse en 1662, sous la direction de M^{me} de Mondonville, et supprimée par ordre de la cour en 1686. (V. l'*Histoire* de cette congrégation, 2 vol. in-12. Amsterdam, 1754.)

Cabassut (Pierre)

Cabassut (Pierre), docteur agrégé à la Faculté de droit de Montpellier en 1681, né à Montpellier vers 1640, descendait d'une famille ancienne à Montpellier et profondément calviniste. Son aïeul, appelé Pierre et avocat comme lui, étant premier consul en 1596, avait attiré dans notre ville le célèbre Casaubon, qui organisa l'enseignement des humanités au collège doté par Henri IV. Docteur de l'Université de Tou-

louse, cet agrégé s'était fait recevoir parmi les docteurs de la Faculté de Montpellier et avait prêté serment entre les mains de l'évêque présidant à la séance.

Cavallier (Pierre)

Cavallier (Pierre), docteur agrégé à la Faculté de droit en 1681, avait disputé en 1671, avec Cabassut et deux autres compétiteurs, la chaire de Rudavel, qui fut donnée à Carbonnier, et, en 1674, celle de Carbonnier, qui fut donnée à Noël Loys. A titre de compensation, le roi le nomma premier agrégé à la Faculté, en créant ces nouvelles fonctions. Il était né à Montpellier vers 1628, et fils de Guillaume Cavallier, procureur au présidial ; il avait été reçu docteur en 1653 et suivait la carrière du barreau. En 1667, il fut investi de la dignité de recteur de l'Université ; quoique cette charge fût annuelle, il la conserva jusqu'en 1671. Il épousa, en 1680, Louise Barral, dont il eut un fils, Antoine, né en 1683. Pierre Cavallier donna sa démission en 1698, après dix-sept ans d'exercice. On ignore les motifs de sa retraite. Il fut remplacé par François Nissolle.

Tondut (Pierre)

Tondut (Pierre), docteur agrégé en 1681 et pro-

fesseur à la Faculté de droit en 1689, donna l'exemple d'une intelligence précoce. A l'âge de dix-sept ans, en 1674, il fut reçu docteur par le vote de trente docteurs. Il était né en 1657, de Pierre Tondut, capitaine estimé au régiment de Monpezat; petit-fils d'un avocat, Fulcrand Tondut, dont l'esprit catholique s'était manifesté, en 1620, dans l'administration du Collège royal, et arrière-petit-fils de Pierre Tondut, procureur à la Cour des comptes, entièrement dévoué au clergé du diocèse. En 1689, il remplaça le professeur Vignes, nommé procureur général à la Cour des comptes, aides et finances, et mourut le 22 octobre 1720, laissant un fils, Antoine, docteur et avocat, contrôleur, juge et garde de la Monnaie, qui épousa, en 1723, Marguerite de Montréal.

Crassous (Nicolas)

Crassous (Nicolas), avocat et docteur agrégé à la Faculté de droit, suivait le barreau avec distinction. Il avait fait de bonnes études au collège des Jésuites. Le doyen des professeurs, Barthélemy Planque, l'avait présenté pour le doctorat *in utroque*; vingt-huit docteurs l'avaient admis en 1684. Il était né en 1655 et fils d'André Crassous, capitaine, et de Magdeleine Séguier; leur descendance a acquis une illustration méritée.

Nicolas Crassous mourut en 1716, et fut remplacé

par Antoine Loys de Cazalis. Il avait eu plusieurs enfants, entre autres : Pierre, docteur et avocat, dont le fils Nicolas, né en 1712, fut procureur au présidial, puis conseiller à la Cour des aides ; Étienne, qui continua la descendance ; un autre Pierre, agrégé à la Faculté de droit de Montpellier en 1720, puis agrégé à la Faculté de droit de Paris en 1729 ; Jean, prêtre de l'Oratoire : tous ardents jansénistes.

Étienne Crassous, avocat, fut père d'Aaron-Jean-François, licencié en droit, né en 1740, député de l'Hérault au conseil des Cinq-Cents en 1795, puis membre et président du tribunal, sénateur en 1802, connu surtout par ses travaux dans les finances et l'administration, mort à Montpellier le 10 septembre 1802. Il laissa deux fils : Alban-Pierre-Étienne, ingénieur en chef des ponts et chaussées ; Aaron-Jules-Bernard, avocat.

La traduction de *Sterne*, 3 vol. in-18, Paris, 1801, attribuée par M. Thomas au sénateur Crassous, est de Jean-François-Paulin Crassous, issu d'une autre branche de la même famille. Ce dernier naquit à Montpellier, le 22 juin 1778, et mourut à Toulouse en 1830. (Voy. *Biogr. Didot.*)

Polier (François)

Polier (François), docteur en droit de la Faculté de Toulouse, agrégé à la Faculté de Montpellier en 1681,

naquit à Montpellier en 1645. Il était fils d'Antoine Polier, docteur en médecine. François d'Amboise, comte d'Aubijoux, gouverneur de la ville et de la citadelle de Montpellier et lieutenant général du gouvernement de Languedoc, dont son père devait être le médecin, l'avait tenu en baptême.

La protection de cette puissante famille contribua à sa fortune ; il épousa Françoise de Conseil, et fut nommé agrégé à la Faculté de droit en 1681-1704. Il eut plusieurs enfants, entre autres Pierre Polier, agrégé à la Faculté de droit après son père, et Antoine Polier, qui fut curé de Notre-Dame-des-Tables, à Montpellier, de 1707 à 1714, l'un et l'autre ardents jansénistes. Pierre Polier eut un fils, Pierre, docteur et avocat à la Cour des aides, né en 1728.

Charles-Pierre-Marie Polier, doyen et ancien bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de Montpellier, décédé en 1821, était fils de Pierre Polier, docteur et avocat. Il était né à Montpellier le 6 décembre 1758, et appartenait à cette génération d'avocats consultants qui, sous l'Empire et dans les premières années de la Restauration, aidèrent par leurs lumières et la maturité de leur jugement à établir la jurisprudence de la législation nouvelle. Ce furent les premiers commentateurs du Code civil. Notre barreau conserve encore, à ce titre, le souvenir des Rech, Guilhot, Rodier, George Fabre, Polier, Grenier et Capblat.

Dans une délibération du Conseil de discipline de

l'ordre des avocats du barreau de Montpellier, en date du 22 juillet 1821, M. le Bâtonnier rappelait au Conseil la perte que l'ordre avait éprouvée par la mort de M. Polier, doyen et ancien bâtonnier, et lui faisait part du legs que cet avocat, guidé par son attachement à une profession si dignement exercée pendant quarante ans, avait fait à l'ordre des avocats de tous ses livres de droit. Il ajoutait que tous ces livres avaient été portés dans la bibliothèque, à l'établissement de laquelle M. Polier avait donné ses soins; en sorte que l'on peut, à juste titre, l'en proclamer *le fondateur*. Le Conseil décida de faire prendre une copie de son portrait, qui a été placé dans la salle de la bibliothèque, afin de perpétuer le souvenir du bienfait et de la reconnaissance. (*Reg. des délibérations de 1821.*) M. Polier ne laissa qu'une fille, mariée avec M. Galabert, avoué.

Nissolle (François)

Nissolle (François), docteur agrégé à la Faculté de droit en 1698, était né à Montpellier en 1662, fils de Jean Nissolle, maître chirurgien, anatomiste royal et dissecteur académique de la Faculté de médecine de Montpellier. Il avait été deux fois recteur, six fois syndic et deux fois prieur des docteurs. Sous son second rectorat, la réunion des trois Facultés des arts, de théologie et de droit en Université, s'était accomplie par arrêt du conseil de 1723. Outre sa charge d'agrégé,

dont il jouit pendant trente-sept ans, il exerça l'office de juge de la Monnaie. Il avait épousé, en 1694, Marie Chalon, fille de Jacques Chalon, juge-garde à la Monnaie; il mourut en 1734. Le nom de Nissolle est un nom cher à notre cité; il a été rendu illustre dans les sciences par Pierre Nissolle, célèbre chirurgien, et Guillaume Nissolle, excellent botaniste, contemporain et ami de Tournefort. Antoine, frère des trois précédents, était agrégé à la Faculté de théologie, chanoine de l'église collégiale de Saint-Sauveur, vice-gérant en l'Université de Montpellier.

Marcha (Jean-Etienne)

Marcha (Jean-Étienne), substitut du procureur général à la Cour des aides, professeur à la Faculté de droit en 1726, où il remplaça Philippe de Perdrix, était de souche calviniste et fort attaché aux doctrines jansénistes; caractère ardent et résolu, soutenu par l'évêque Colbert, qui, sans doute, lui ouvrit les portes de la Faculté. Il s'était prononcé vivement contre l'arrêt du conseil de 1723, qui, pour plaire aux jésuites et combattre les influences jansénistes de l'évêque de Montpellier, avait réuni en une seule Université les trois Facultés des arts, de théologie et de droit. La durée de son professorat fut de trente-huit ans; il prit sa retraite en 1754, à soixante-sept ans. On ignore le lieu et la date de sa mort.

Roux de Saint-André (Claude)

Roux de Saint-André (Claude), professeur à la Faculté de droit en 1730, après Jean-Baptiste-Joseph Brey, fut nommé sans être obligé de disputer la chaire; il était docteur nouvellement reçu et avocat au Parlement de Toulouse. Ses provisions portaient que Brey s'était réservé les appointements de la chaire sa vie durant. Roux commença à jouir des gages en 1738, et occupa sa chaire pendant vingt et un ans. Lorsque Charancy publia son mandement pour l'acceptation de la bulle *Unigenitus*, Roux proposa à la Faculté d'enregistrer cette pièce importante, et la Faculté refusa. Il occupa sa chaire jusqu'en 1752.

Faure (Marcel)

Faure (Marcel), docteur agrégé à la Faculté de droit après Verduron-Rabieux, en 1735, premier président au présidial, juge-mage, lieutenant général-né en la sénéchaussée et gouvernement de Montpellier en 1755, maire de ladite ville en 1766, juge conservateur des privilèges de l'Université, naquit à Montpellier en 1712, de Jean Faure, premier président-trésorier, grand voyer de France, intendant des gabelles de

Languedoc, général des finances en la généralité de Montpellier. Il avait épousé, en 1772, Marie-Anne-Pascale Fermaud de la Banquière, dont il n'eut qu'une fille, née en 1776; il mourut le 1^{er} décembre 1777, après quarante et un ans d'exercice dans les fonctions d'agréé.

Serres (Claude)

Serres (Claude), avocat au parlement de Toulouse, puis professeur de droit français à la Faculté de Montpellier, le 5 novembre 1738, où il succéda à Pierre Uglia. Sa famille était originaire de Montpellier, mais il était né à Toulouse, et y exerçait depuis vingt ans la profession d'avocat à l'époque de sa nomination. Reçu docteur à Toulouse avec la plus grande distinction, le 19 décembre 1738, il vint prendre possession de sa chaire à Montpellier et fut installé en grande solennité le 21 mars 1739. Son habileté comme jurisconsulte et comme avocat, et plus encore l'excellence et l'utilité de son enseignement, établirent solidement sa réputation; elle s'étendit par la publication d'un assez grand nombre d'ouvrages très-estimés avant la Révolution, surannés aujourd'hui à cause du changement radical de nos lois françaises. Ses *Institutions du droit français suivant l'ordre de Justinien* faisaient encore autorité au commencement du siècle. Il mourut le 29 décembre 1768; on l'inhuma dans l'église des dominicains de Saint-Mathieu.

Claude Serres avait épousé, en 1735, Françoise de Laurès, fille d'Edmond, conseiller correcteur à la Cour des comptes, dont il eut plusieurs enfants, entre autres Jean-Edmond, qui lui succéda comme professeur de droit français à la Faculté de Montpellier; et Jean-Henri-Claude, prêtre et docteur agrégé à la Faculté de droit en 1779, mort en 1807 à Montpellier, curé de la paroisse Sainte-Anne.

Voici la liste des ouvrages de Claude Serres qui se trouvent à la bibliothèque de Montpellier:

Les Institutions du droit français, suivant l'ordre de Justinien, accommodées à la jurisprudence moderne, enrichies d'un grand nombre d'arrêts du Parlement de Toulouse, par Claude Serres, avocat et professeur en droit français en l'Université de Montpellier. Paris, 1778, in-4°; — *Explication de l'ordonnance de Louis XV* du mois de février 1731, concernant les *Donations*, Avignon, 1756, in-8°; — *Id.* concernant les *Testaments*, Avignon, 1756, in-8°; — *Id.* concernant les *Substitutions*, nouvelle édition, Avignon, 1756, in-8°; — *Id.* portant règlement pour les *Adjudications par décret* en Languedoc, dictée en 1741, Montpellier, 1744, in-12.

Serres (Jean-Edmond)

Serres (Jean-Edmond), avocat à la Cour des aides de Montpellier et au Parlement de Toulouse, professeur en droit français à la Faculté de Montpellier, en

1767, après son père, était né à Toulouse le 17 mai 1737. Il avait à peine trente ans d'âge et dix ans d'exercice comme avocat, double condition exigée par les règlements, lorsque le roi le nomma professeur, sur sa présentation en première ligne par les officiers du Parlement de Toulouse. Pendant vingt-deux ans, Edmond Serres exerça ses fonctions avec la modestie d'un légiste instruit et exempt d'ambition. Conscientieux jusqu'au scrupule, il mit la plus exacte régularité dans ses leçons, et vit s'asseoir autour de lui la plupart des hommes qui, dans le barreau et la magistrature, ont joué un rôle dans notre ville à l'époque de la Révolution. Il fut le témoin du renversement de sa chaire et de la suppression de son enseignement. Seul des professeurs, il prêta serment à la constitution: on le nomma assesseur du juge de paix de Montpellier pour deux ans; il fut réélu. Malgré cette manifestation de ses sentiments patriotiques, on le dénonça comme étant l'auteur d'une pétition faite par la citoyenne Coste, qui périt injustement sur l'échafaud, et dont la malheureuse histoire vit encore dans le souvenir de notre population. Incarcéré à l'évêché et privé du peu de bien qui lui restait, il fut condamné, le 13 germinal an II, à la déportation. La Convention ordonna sa mise en liberté. Il mourut à Montpellier, le 28 février 1803. En 1755, il avait publié un livre sur les *Articles du statut municipal de Montpellier*, qui restaient encore en vigueur, et en 1778 il donna une nouvelle édition des *Institutions* de son père.

Feautrier (Bertrand-Gaspard)

Feautrier (Bertrand-Gaspard), docteur agrégé à la Faculté de droit en 1735, après François Nissolle, était originaire de Montpeyroux; son père et son frère furent procureurs au présidial. Il avait étudié le droit comme boursier au collège du Vergier, et prit le degré de docteur en 1730. Il atteignait sa trente-sixième année lorsqu'il vint s'asseoir à la Faculté. Il mourut à Montpellier, en 1778, à l'âge de soixante-seize ans.

Artaud (Jean)

Artaud (Jean), docteur agrégé à la Faculté de droit de Montpellier en 1732, puis professeur en 1756 à la place de Marcha, mourut à Montpellier en 1780, sans être marié, à l'âge de soixante-dix-sept ans, dont quarante-huit consacrés à l'enseignement du droit dans l'agrégature ou le professorat.

Il était issu d'une famille qui avait eu des emplois importants dans les finances du Languedoc, et s'était fixée à Montpellier vers la fin du XVII^e siècle. La sœur de Jean Artaud, appelée Marie, avait épousé Henri Haguenot, professeur en médecine, morte en 1736.

Pitot (Jean)

Pitot (Jean), docteur agrégé à la Faculté en 1742, après Antonin Loys, était né dans le diocèse de Mende. Il était arrivé à Montpellier revêtu de l'habit ecclésiastique et porteur de sa nomination à une place de collégié de Mende, qu'il n'hésita pas à quitter (1715) pour une place analogue au collège du Vergier. A Montpellier, il avait trouvé plusieurs compatriotes de son nom, les Pitot de Launay, dont il y a eu un ingénieur célèbre et un avocat général à la Cour des aides, qui favorisèrent son avancement. C'était un avocat estimé, juge de la Monnaie, puis maître particulier des eaux et forêts. On lui reprochait, nous ne savons sur quelles preuves, d'être un esprit turbulent et inquiet, et de s'être fait le délateur de ses collègues de la Faculté qui ne partageaient pas son dévouement à Charancy et qui professaient des doctrines jansénistes. Il mourut en 1775, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, après trente-trois ans d'exercice.

Boyer (Jean)

Boyer (Jean), professeur à la Faculté de droit, succéda à Claude Roux en 1754. Il était originaire du diocèse de Rodez et avait pris le grade de maître ès arts

à Montpellier en 1742; entré comme boursier au collège du Vergier, il fut reçu docteur en droit civil et canon en 1748. Il était vicaire de la paroisse Sainte-Anne de Montpellier.

Gauthier (Jean-Baptiste)

Gauthier (Jean-Baptiste), docteur agrégé à la Faculté de droit en 1756, après Jean Artaud, était né à Vérargues, près Lunel; il fut reçu licencié en 1749 et docteur en 1755. Il donna sa démission après vingt-trois ans d'exercice et se livra tout entier à la profession d'avocat, dans laquelle il eut le plus grand succès. La Révolution le vit au nombre des émigrés.

Pastel (Vital)

Pastel (Vital), avocat à la Cour des aides et docteur agrégé à la Faculté de droit en 1758, après Polier, était natif d'Alègre, diocèse du Puy-en-Velay. En 1734, il avait obtenu une bourse au collège du Vergier et en avait joui pendant trois ans. Il mourut en 1787, à Montpellier, âgé de soixante-seize ans, doyen de la Faculté.

Marguerit (Joseph-François de)

Marguerit (Joseph-François de), docteur agrégé à la Faculté de droit en 1787, après Pastel, appartenait à une famille noble de Toulouse, établie depuis 1756 à Montpellier. Il était fils de François de Marguerit et de Thérèse Ramond, fille d'un conseiller à la Cour des aides; né à Montpellier en 1758. docteur en droit en 1786, quelques jours avant l'ouverture du concours à la suite duquel il fut nommé agrégé. Il était conseiller au présidial et mourut à Montpellier en 1844, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, ne laissant qu'une fille, M^{me} de Fortanier. La sœur de Joseph-François de Marguerit avait épousé Marc-Antoine Valedau, conseiller correcteur à la Cour des aides, dont le fils, ancien agent de change à Paris, où il est mort en 1836, fut un des donateurs du Musée de Montpellier.

En 1792, Marguerit émigra en Piémont, ensuite à Barcelone, où il prit un emploi dans une maison de commerce et se maria. Il rentra en France, et le consul Cambacérès, avec qui il était allié par la famille de sa mère, le fit nommer receveur des contributions indirectes. Mis à la retraite en 1830, il acheta le château de Canet, que ses descendants possèdent encore.

Castan (Amédée-Sigismond)

Castan (Amédée-Sigismond), docteur et agrégé à la Faculté de droit en 1777, après l'abbé Causse, ensuite professeur en 1780, remplaça Jean Artaud. Il descendait d'une famille justement considérée, dans laquelle l'office de procureur à la Cour des aides, possédé par son père, s'était transmis pendant quatre générations (1623-1770). Né à Montpellier en 1753, fils d'André Castan et de Magdeleine Uglà, il s'était appliqué de bonne heure à l'étude des lois et avait pris tous ses degrés à la Faculté de Montpellier. Il n'avait que trente-huit ans lorsque la Révolution supprima les Universités. Les pièces les plus importantes des archives de la Faculté de droit de Montpellier furent recueillies par lui, dans le but extrêmement louable, et qui s'est si bien réalisé, de les préserver de la destruction dont les menaçaient les troubles de cette époque. La douceur de son caractère, son esprit appliqué et recueilli, son cœur religieux, l'éloignèrent des affaires pendant les orages de la Révolution. Plus tard, il accepta la charge de proviseur du Lycée de Montpellier, et en sortit récompensé d'une pension viagère, pour se consacrer aux œuvres de charité. Il mourut à Montpellier le 18 décembre 1846, âgé de quatre-vingt-treize ans. M. Castan avait conçu plusieurs fois l'espoir de voir renaître cette Faculté de droit dont l'in-

stitution, aussi ancienne que celle de la Faculté de médecine, ne fut pas moins glorieuse pour notre cité. Ses désirs semblent à la veille de se réaliser. — Il eut pour frère Guillaume-André-Joseph Castan, avocat à la Cour des aides en 1773, puis président-trésorier de France au bureau des finances de Montpellier en 1785, qui laissa deux enfants: Marie-André-Sigismond-Césidie, président à la Cour royale, mort à Montpellier en 1834, âgé de cinquante-six ans, et une fille, Marie-Jeanne-Suzanne, mariée en 1795 à Etienne-Antoine de Massilian, major des vaisseaux du roi et chevalier de Saint-Louis. — A cette même famille appartenait le vénérable François Castan, qui fut pendant vingt-sept ans curé de N.-D.-des-Tables, à Montpellier (1764-1792), et chapelain perpétuel du collège de Notre-Dame de la Chapelle-Neuve (Collège du Vergier, où se trouvait l'Ecole de droit depuis 1683), décédé à Montarnaud le 8 mars 1792. C'était l'oncle du professeur Sigismond Castan.

Agniel (Jean-Simon)

Agniel (Jean-Simon), docteur agrégé à la Faculté de droit, 1769-1791, était né à Montpellier. Élève du collège du Vergier, il fut reçu docteur en 1758 et prenait le titre d'avocat au Parlement. Il exerçait, en 1774, la charge de lieutenant à la maîtrise des eaux et forêts. Élu juge de paix du canton de Castries,

il se démit de ses fonctions d'agrégé le 15 juin 1791 et exerça deux ans la judicature. On ignore le lieu et la date de sa mort.

Montels (André)

Montels (André), docteur agrégé à la Faculté de droit en 1783, après Castan, était né à Montpellier, et y avait pris la licence en 1772, à l'âge de vingt ans. Il était fils de Pierre Montels, procureur au présidial, originaire de Grabels. Il fut nommé juge au tribunal civil de Montpellier en 1799, puis président et chevalier de la Légion d'honneur; il mourut à Montpellier le 8 mars 1827, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Moureau (Joseph-Pascal)

Moureau (Joseph-Pascal), docteur agrégé à la Faculté de droit, 1783, après Jean Pitot; fils d'un procureur à la Cour des aides, il était né à Montpellier en 1758, où il avait fait ses études et pris ses degrés sous la direction constante de l'agrégé Gauthier. Il mourut prématurément en 1786, à l'âge de trente ans. Alban Moureau, son neveu, conseiller à la Cour d'appel, chevalier de la Légion d'honneur, est mort à Montpellier en 1855, âgé de cinquante-neuf ans.

Caizergues (Jean-Raymond)

Caizergues (Jean-Raymond), docteur agrégé à la Faculté de droit en 1787, après Moureau, était fils de Raymond, procureur au sénéchal, puis à la Cour des aides. Il n'avait que vingt-trois ans lorsqu'il fut nommé, avec dispense d'âge, à la suite d'un concours ; il était docteur depuis plusieurs années. Il épousa Philippine Bourquenod, sœur du professeur à la Faculté de médecine, dont il eut une fille unique, Olympie, aujourd'hui M^{me} de Brignac.

Après la Révolution, il suivit la carrière du barreau avec le plus grand succès : sous la Restauration, il fut élu membre de la Chambre des députés et conseiller général du département de l'Hérault. Il est mort en 1844, à l'âge de quatre-vingts ans, conseiller à la Cour royale de Montpellier et chevalier de la Légion d'honneur.

Jean-Raymond eut deux frères : Fulcrand, avoué à la Cour impériale, mort en 1859, et Fulcrand-César, professeur estimé et doyen de la Faculté de médecine, mort à Montpellier en 1850.

Benezech (Jean-Antoine)

Benezech (Jean-Antoine), professeur à la Faculté

de droit, succéda à Pierre Causse en 1754; il était né à Montpeyroux, le 12 octobre 1704, fils d'Antoine Benezech, docteur et avocat, juge général de la temporalité de l'abbaye de Saint-Guilhem-du-Désert. Il avait été reçu docteur en 1735 et fut père de : André-Antoine, docteur et agrégé de la Faculté de droit à la place de Marcel Faure, en 1777, puis professeur en 1784, après son père, sans concours, son mérite ayant été suffisamment constaté par la dispute qui l'avait déjà porté à l'agrégature, ainsi que par sa position de magistrat à la Cour présidiale ; il mourut à Montpellier, le 29 septembre 1806, laissant plusieurs enfants de son mariage avec Marie-Jacquette de Veyrac ; — Joseph-François Benezech, secrétaire du roi, receveur et payeur des gages de la Cour des aides de Montpellier, frère de Jean-Antoine, né à Montpeyroux en 1717, eut deux fils : Pierre, licencié en droit et ministre de l'intérieur sous le Directoire, puis conseiller d'État et préfet colonial à Saint-Domingue, né à Montpeyroux le 8 avril 1749, mort en 1802 à Saint-Domingue, et Honoré, officier du génie.

Rouch (Toussaint-François-Denis)

Rouch (Toussaint-François-Denis), docteur agrégé à la Faculté de droit en 1785, après Bénézech, était né à Montpellier en 1759. Fils d'un procureur au pré-

sidial, petit-fils par sa mère d'un procureur à la Cour des aides et neveu de François Vaissière, professeur en droit, il était naturellement voué à l'étude des lois et à la pratique des affaires. Après avoir pris les degrés de bachelier et de licencié, il se livra à la profession d'avocat et l'exerça pendant toute sa vie avec grand éclat et grande autorité. Il n'était pas encore docteur lorsque Bénézech passa de l'agrégature au professorat; reçu docteur en droit le 26 février 1785, il fut installé comme agrégé dans le mois de décembre de la même année. Le talent, le caractère et la grande notoriété de Rouch, l'avaient fait désigner, sur le refus de Target, comme un de défenseurs du roi Louis XVI. Malesherbes, ayant demandé au président de la Convention de faire savoir au roi qu'il lui offrait ses services, et l'offre ayant été acceptée, la désignation de Rouch, si honorable et si périlleuse à la fois, devint inutile. Arrêté comme suspect en 1793, incarcéré dans la prison de l'évêché et déjà décrété d'accusation, il ne dut sa liberté et sa vie qu'à la chute et à la mort de Robespierre.

Il succéda à Cambacérès, sous le Directoire, comme président de la Cour criminelle du département de l'Hérault, et, en 1794 il fut élu à sa place membre du conseil des Cinq-Cents. On sait que cet échec électoral n'arrêta pas la fortune politique de Cambacérès. Celle de Rouch, qui s'ouvrait d'une manière si brillante, et déjà préparée par tant de légitimes succès, ne fut pas longue. Rouch mourut en 1799, à l'âge de quarante-

deux ans. Il avait épousé Jeanne-Hyacinthe Périquier, fille du notaire, et laissa un fils, digne héritier des vertus, des sentiments et des traditions professionnelles de son père.



